

# Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23594 DATÉ MARDI 17 NOVEMBRE 2020  
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

## SPÉCIAL SCIENCES PO RÉFORME DU CONCOURS, FILIÈRES BIS ET NOUVEAUX MÉTIERS

Les aspirations des jeunes qui réussissent à intégrer ces instituts très attractifs évoluent. Les carrières dans l'administration séduisent moins de candidats

PAGES 6 À 9



THIERRY PASQUET POUR « LE MONDE »

### J'AVAIS 20 ANS **JUL**

Le dessinateur revient sur son éducation hors du système scolaire classique et ses études à Normale-Sup

PAGE 12



JOËL SAGET/APP

### REPORTAGE **PRÉCARITÉ MENSTRUELLE**

Avoir ses règles, des convictions écologistes et peu de moyens: de nombreuses étudiantes sont devant des choix difficiles

PAGE 10

### PANDÉMIE **À LA «CITÉ U» DE PARIS, DES ÉTRANGERS EN GRANDE DIFFICULTÉ**

La crise a privé de ressources et de soutien familial de nombreux jeunes venus étudier en France

PAGE 11

**ECE** PARIS · LYON  
ÉCOLE D'INGÉNIEURS

Paris : +33 (0)1 44 39 21 15  
Lyon : +33 (0)4 78 29 77 54  
admissions@ece.fr  
www.ece.fr

Établissement d'enseignement supérieur  
privé reconnu par l'État. Habilité par la  
Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI).

Là où  
**tout** devient  
**possible**

Nouvelles Énergies & Environnement  
Finance & Ingénierie quantitative  
Santé & Technologie  
Systèmes d'Information & Cybersécurité  
Big Data & Analytics  
Système Embarqués, Aéronautique & Robotique  
Objets connectés, Réseaux & Services  
Véhicule Connecté & Autonome





Des élèves au laboratoire d'anatomie du bois, à l'Ecole supérieure du bois. THIERRY PASQUET POUR « LE MONDE »



L'École supérieure du bois, à Nantes, le 16 octobre. THIERRY PASQUET POUR « LE MONDE »



En plein « speed défi ». THIERRY PASQUET POUR « LE MONDE »

# DES ÉCOLES D'INGÉNIEURS EN QUÊTE DE SOBRIÉTÉ

Un tonneau de bois transformé en siège, une bibliothèque qui se déplie pour faire apparaître un bureau, une valisette qui se transforme en table de travail... Le concours d'idées bat son plein en ce vendredi de la mi-octobre à l'Ecole supérieure du bois à Nantes (ESB). Une centaine d'élèves de première année travaillent par groupes de six à concevoir et réaliser un bureau en bois, modulable, pour les personnes qui ont peu d'espace et doivent télétravailler pendant la crise sanitaire. Le tout dans une démarche d'écoconception. Chaque groupe dispose de deux planches de contreplaqué et d'un budget de 50 euros pour le reste du matériel.

Pas de temps à perdre en ce vendredi matin, dernier jour consacré à la conception avant de passer à la réalisation en atelier, la semaine suivante. Dans chaque équipe, c'est l'effervescence. Mathis Aubry discute avec ses camarades pour savoir comment minimiser les chutes : « Nous débattons et réalisons des calculs pour utiliser au maximum les planches mises à notre disposition. » Clara Estival, elle, s'est isolée dans le fab lab, dans une autre aile du bâtiment, pour réaliser un maillage du bois. « Je crée un motif spécifique pour permettre au matériau de se plier sans se casser et ainsi n'utiliser que du bois et des matériaux recyclés pour notre valise-bureau », détaille la jeune femme, qui a intégré l'ESB après un cursus d'architecte.

Ce premier projet grandeur nature au sein de leur scolarité met les étudiants en contact avec les réalités de l'écoconception, alors que l'école a revu sa maquette pédagogique, en 2019, autour de l'économie circulaire, qui représente 600 heures de cours tout au long des trois années du cursus. A l'image de ce « speed défi », un courant « low tech » commence à émerger dans les formations d'ingénieurs françaises. Cette démarche vise à concevoir des produits et services sobres en énergie, robustes, réparables par le plus grand nombre, et recyclables. Si le terme même de « low tech » ne fait pas l'unanimité dans les écoles, les cours autour de l'analyse des besoins et du cycle de vie des produits, de l'économie circulaire, de l'écoconception ou de l'innovation frugale fleurissent, alimentant une nouvelle vision de l'industrie. Quelques parcours liés à ce mouvement voient ainsi le jour, comme à Centrale Lille en dernière année. Et des écoles du numérique y réfléchissent, à l'image de l'Esia, qui prévoit une mineure « low

**Reportage** Intégrer l'impact sociétal et environnemental dès la conception : une approche qui se développe de plus en plus dans les écoles, et qui rencontre les aspirations des étudiants

tech et innovation frugale » à la rentrée 2021. Ce même matin, dans une autre salle de l'ESB, un groupe d'étudiants de troisième année travaille ainsi sur l'analyse du cycle de vie de la charpente de Notre-Dame de Paris, dans le cadre d'un projet avec l'association Restaurons Notre-Dame. Ils se documentent pour reconstituer le cycle de vie de la charpente qui a brûlé et faire des préconisations sur la nouvelle. Antoine, Julien, Chaïma et leurs camarades échangent sur les données qu'ils ont pu trouver en attendant de recevoir des plans. « L'analyse du cycle de vie d'un produit permet de faire des choix. A quel degré je m'autorise à polluer ou non, par exemple ? », explique leur enseignant, Franck Michaud.

Les étudiants sont souvent des moteurs de ce changement, grâce à leurs activités associatives. A l'ESB, Clara vient de monter une structure pour organiser des actions sociales autour du bois. Elle a ainsi contacté la mairie de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes), victime de la tempête Alex, pour savoir comment lui venir en aide.

Etudiant à l'école d'ingénieurs Icam de Lille, Jean de Bailliencourt a participé à l'essor d'une association « low tech » dans son établissement. Depuis quatre ans, tous les lundis, une dizaine de jeunes gens se réunissent pour « bricoler ». Parmi leurs réalisations : un four solaire, un chauffe-eau ou une éolienne fabriqués à partir de matériaux recyclés. Des initiatives conduites en lien avec le Low-Tech Lab, une association nationale dont l'objectif est de collecter, documenter et partager ce type d'actions à travers le monde. « Je veux garder cette mentalité dans mon travail d'ingénieur, assure Jean de

Bailliencourt, aujourd'hui en cinquième année. J'ai appris à rechercher la simplicité et l'efficacité plutôt que la complexité. » Ces étudiants ont aussi mis en place des conférences au sein de l'école pour sensibiliser plus largement leur promotion.

## UNE MINORITÉ DE PROFS ENGAGÉS

Parmi les enseignants-chercheurs, une minorité veut aller au-delà de l'utilisation de ces technologies frugales en matériaux et énergie comme outil pédagogique et introduire un mouvement plus profond pour changer l'approche de l'innovation, de la technologie et même du progrès. « La sensibilisation est effectuée dans les formations », juge Philippe Bihouix, auteur de *L'Age des low-tech : vers une civilisation techniquement soutenable* (Seuil, 2014). Il est régulièrement invité par des écoles d'ingénieurs pour des conférences. « Il faut désormais ouvrir les esprits des futurs ingénieurs et élargir leur horizon à d'autres disciplines, comme la sociologie ou l'anthropologie, afin de mieux prendre en compte les usages. »

Mise en place par des enseignants-chercheurs de Grenoble, une « communauté low tech » est en train de voir le jour. Après un webinar en juin, une journée de rencontres s'est tenue début octobre et un forum en ligne permet de poursuivre et d'élargir les échanges. « Nous voulons partager nos compétences et nos ressources afin de créer une dynamique, et éviter de réinventer la roue à chaque projet », souligne Sacha Hodencq, animateur de cette communauté. Doctorant, enseignant à l'école Grenoble INP - ENSE3, il a introduit une dimension « low tech » à des projets d'ingénierie de deuxième année. « La démarche pose des questions sociétales et introduit à l'éthique de la technique. La science n'est pas neutre et on le dit finalement trop rarement aux étudiants », estime le pédagogue.

Au sein du groupe des écoles d'ingénieurs INSA aussi, la réflexion a passé un cap. Une réforme d'ampleur des cursus est conduite pour intégrer les enjeux énergie-climat, en partenariat avec le think tank The Shift Project, et ainsi « construire des profils d'ingénieur équilibrés, où les technologies et les humanités s'entremêlent pour contribuer à la construction d'une société plus durable ». Les principes « low tech » y sont intégrés. A l'Insa de Lyon, Romain Colon de Carvajal fait partie des enseignants engagés : « Les ingénieurs répondent le plus souvent à la question comment. Avec les low tech, il s'agit de commen-

cer par l'analyse des besoins et des interrogations pour qui ? pour quoi ? Et d'ajouter une dimension sociale à leurs réflexions. »

« Les écoles d'ingénieurs sont en train de bouger, note avec satisfaction Clémence Vorreux, coordinatrice enseignement supérieur et recherche du Shift Project. Mais elles sont un peu dans la schizophrénie entre, d'un côté, une vision très technophile de l'innovation et, de l'autre, des appels à plus de sobriété. Elles vont devoir mettre de la cohérence dans leurs discours. »

Un paradoxe qui s'illustre dans les débouchés. L'insertion professionnelle des diplômés fait partie des priorités des écoles. Or la dimension « low tech » n'est pas encore porteuse de beaucoup d'emplois. Clément Delor en a fait l'expérience. Il vient d'être diplômé de Centrale Lille, après avoir suivi le parcours « low tech » en cinquième année. « J'aurais aimé m'engager dans cette voie, mais la crise économique m'a obligé à m'orienter vers un secteur plus traditionnel. » Le jeune ingénieur vient de signer un CDI dans un cabinet de conseil en gestion logistique. « J'assure mes arrières pour le moment », expose-t-il. Il a déjà un projet entrepreneurial en tête pour faciliter la livraison de produits locaux dans Paris, avec un « frigo du désert », un système de préservation des aliments en terre et en sable, sans recours à l'électricité. « Ce projet correspond davantage à mes valeurs », explique-t-il. Sa démarche entrepreneuriale fait écho au manifeste pour un révéil écologique signé par plus de 32 000 étudiants il y a deux ans. Ils y affirmaient ne plus vouloir travailler dans des entreprises qui n'œuvrent pas à la transition écologique.

La crise sanitaire changera-t-elle malgré tout la donne à moyen terme ? Isabelle Huynh, diplômée de l'INSA Lyon, fondatrice de l'Institut Transitions et de l'association La Clavette, qui plaide pour une ingénierie positive, y croit : « Le Covid montre aux entreprises comment elles peuvent se réinventer. Lors du premier confinement, certaines se sont mobilisées pour créer des visières en impression 3D, par exemple. » A l'ESB, après avoir bouclé la conception du meuble bibliothèque-bureau, Mathis veut y croire aussi. « Nous n'avons pas besoin de tout réinventer en permanence, remarque-t-il. Nous pouvons revenir à des choses simples et durables. J'ai envie d'être acteur de ce monde qui change et de ne pas avoir à me dire plus tard : je n'ai rien fait. » ●

SYLVIE LECHERBONNIER

**IL S'AGIT DE COMMENCER PAR L'ANALYSE DES BESOINS ET DES INTERROGATIONS. POUR QUI ? POUR QUOI ?**

## TÉMOIGNAGES

## « JE VEUX RÉSOUDRE DES PROBLÈMES MONDIAUX »



**ALEXANDRINE, 20 ANS, étudie à CentraleSupélec depuis septembre.**

« Dans ma famille, il y a la culture des "écogestes", sans que mes parents ne soient militants sur cette question. Mais c'est après le bac que j'ai vraiment ouvert les yeux. Avec le groupe d'étudiants du Forum Ingénieurs responsables, j'apprends beaucoup de choses. Le Forum, qui aura lieu le 18 février 2021, réunira des entreprises présentant leurs activités et proposant des stages ou des emplois aux étudiants invités sur le campus. Notre travail est d'or-

ganiser cette journée en démarchant des entreprises qui, soit ont obtenu le label ESS (économie sociale et solidaire), soit sont engagées dans la transition écologique.

Je découvre des entreprises qui font des choses incroyables. Certaines s'investissent de manière indirecte en créant des outils qui vont répondre à des problèmes environnementaux tangibles. C'est cette envie d'œuvrer concrètement qui m'a conduite à m'orienter vers des études d'ingénieur. Je pense que si on attend que 7 milliards de personnes changent leurs habitudes, on va droit dans le mur. A CentraleSupélec, nous avons des cours spécifiques sur le développement durable qui impliquent des projets pratiques. Pour moi, être ingénieure et engagée dans la cause écologique, c'est l'avenir. Ce que j'aimerais faire plus tard : utiliser ma technique pour contribuer à résoudre des problèmes mondiaux. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMANE BONNEMÉ

## « RÉVOLUTIONNER LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES »



**BENOÎT, 22 ANS, est étudiant en double diplôme aux Mines de Paris et à Polytechnique.**

« J'ai toujours été sensible aux questions environnementales. J'ai grandi dans une petite ville à côté d'Angers, dans une maison avec un potager au bord de la Mayenne. Mes parents ont toujours fait attention à limiter notre consommation d'énergie, à manger bio ou à faire du compost. Mon positionnement écologique est devenu plus radical. Ce n'est pas grâce à mes cours que

mes convictions se sont renforcées, mais grâce aux conférences et aux lectures que j'ai faites à côté.

Depuis mars 2019, je suis investi dans l'équipe du Manifeste pour une transition écologique. Je m'engage à faire pression sur les dirigeants d'entreprise avec l'objectif de révolutionner leur modèle économique. En tant qu'étudiants, nous n'avons pas la prétention d'être expert ni d'entrer dans un niveau de détails très précis, simplement de parvenir à un dialogue avec leurs représentants. On met souvent en cause les choix des consommateurs dans la responsabilité environnementale, mais pas assez ceux qui produisent ces biens. J'ai envie de faire le lien entre la technique et la société. Avec les crises récentes, les préoccupations environnementales sont davantage présentes dans le débat public. Je suis convaincu qu'être ingénieur et écologiste est devenu une nécessité. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR R. BÉ.

## « J'AI OUVERT LES YEUX SUR LA COMPLEXITÉ DU VIVANT »



**CAROLINE, 23 ANS, se spécialise dans l'ingénierie du développement durable à l'INP de Toulouse.**

« Au lycée, l'écologie, ça m'ennuyait profondément. J'ai fait une prépa bio car je rêvais d'être vétérinaire depuis l'âge de 10 ans. En prépa, on approfondit tout le fonctionnement biologique, végétal et animal. Être quotidiennement au contact du vivant m'a ouvert les yeux sur toute sa complexité. On se rend compte à quel point on est

tout petit, insignifiant et orgueilleux de vouloir maîtriser notre environnement. Petit à petit, je me suis renseignée pour élargir mes connaissances et enrichir mon engagement. Mes recherches étaient axées sur le côté environnemental pur, c'est-à-dire au sens agricole : l'étude des phytosanitaires, les problèmes de nappes phréatiques... J'ai très vite su que j'irais en école d'ingénieurs en agronomie et que mes études seraient en lien avec mon implication dans la transition écologique. En deuxième année à l'école d'ingénieurs Montpellier SupAgro, je suis partie un semestre en Erasmus à l'université d'Helsinki, en faculté d'économie de l'environnement. En France, on en est encore à se demander si on croit à l'écologie ou au changement climatique. En Finlande, l'écologie n'est pas remise en question. » ●

PROPOS RECUEILLIS PAR ROMANE PELLEN

## Un nouveau manuel multidisciplinaire pour enseigner la transition écologique

Entretien Cécile Renouard, du Campus de la transition, a coordonné le travail de 70 enseignants-chercheurs

**F**ormer pour transformer». Le sous-titre du *Manuel de la grande transition* (paru le 14 octobre aux éditions Les Liens qui libèrent, 448 pages, 24,50 euros) résonne comme un slogan ambitieux, pour ne pas dire utopique, quand on sait le chemin qu'il reste à parcourir. Car les enjeux environnementaux restent loin d'imprégner les formations du supérieur. Selon la dernière grande enquête menée par le Réseau français des étudiants pour le développement durable (Refedd), à laquelle ont répondu 50 000 jeunes, 69 % des étudiants qui ne suivent pas une formation liée à l'environnement entendent très peu, voire pas du tout, parler de ces enjeux pendant leur parcours. En outre, 52 % d'entre eux ne s'estiment « pas assez formés » sur le sujet de la transition écologique et 65 % considèrent que tous les cursus devraient intégrer ces thématiques.

Conscients de ce vide à combler, 70 enseignants-chercheurs ont planché sur « l'élaboration d'un socle commun de connaissances et compétences auxquelles tout étudiant de licence devrait pouvoir avoir accès » quand il s'agit d'appréhender les mécanismes de la transition. Issus d'un large éventail de disciplines – des sciences à la philosophie en passant par le droit –, les membres de ce collectif se sont réunis depuis septembre 2019 à la demande du ministère de l'enseignement supérieur. Résultat de leurs travaux : telle une bible colorée à transporter partout, un manuel enrichi d'un large glossaire et d'une bibliographie conséquente à destination des enseignants comme des étudiants.

Le *Manuel* est divisé en six parties. Une partie scientifique, qui aborde le réchauffement climatique et ses conséquences ; une partie sur l'éthique, les responsabilités collectives ; une partie sur le droit et les indicateurs économiques, les règles communes ; une partie sur le récit, le langage, la manière de communiquer sur le sujet de la transition ; une partie sur l'action et la mobilisation, la convergence des luttes. Enfin, une partie plus personnelle sur la manière de lier questionnements individuels, spiritualité et nouvelles solidarités. Le tout est assorti d'exercices divers, notamment sur ses habitudes et son mode de vie.

Cécile Renouard, présidente du Campus de la transition et professeure de philosophie à l'École des mines, à l'Essec et Sciences Po, est l'une des coordinatrices de l'ouvrage.

Quelle est la genèse du projet de « Manuel de la grande transition » ?

L'existence de ce *Manuel* est très liée au Campus de la transition, installé au château de Forges (Seine-et-Marne) depuis 2018, un écolieu de formation dédié à la transition écologique et sociale. Après une année d'existence, nous avons rencontré la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, qui nous a mandatés pour piloter l'écriture d'un Livre blanc de l'enseignement supérieur, destiné à transformer les programmes à l'heure de cette « grande transition ». Alors que les mobilisations pour le climat prenaient de l'ampleur, notamment avec le Manifeste étudiant pour un réveil écologique, le ministère a pris conscience de la nécessité de créer dans les formations un parcours cohérent sur l'écologie, tant du côté de l'enseignement supérieur que des débouchés professionnels.

Ce « Manuel » propose donc des contenus interdisciplinaires pour enseigner la transition écologique dans l'enseignement supérieur. Comment faire en sorte qu'il ne reste pas dans un tiroir ?

Il doit aussi servir d'outil de formation aux enseignants. Nous avons noué des partenariats avec des grandes écoles que nous accueillons en formation : Sciences Po, Centrale, l'Essec... L'université CY Cergy Paris Université, par exemple, a l'ambition de se positionner en tant qu'université de la transition. Nous allons travailler ensemble pour réviser certains cursus, opérer des croisements avec le territoire, trouver les ressources... C'est une approche qui doit sous-tendre et irriguer toutes les disciplines.

Etes-vous optimiste ?

On est encore loin du compte mais les choses bougent, heureusement ! Avec le *Manuel*, on ne cherche pas à être donneurs de leçons. Nous sommes dans une posture radicale et non marginale : on prend les problèmes à la racine. On souhaite aussi montrer que des gestes plus écologiques ne sont pas forcément pénibles ou tristes à vivre. Au contraire ! Ce type de démarches favorise une qualité de vie, une certaine convivialité. L'ouvrage incite à nous placer dans des logi-

ques de sobriété et de solidarité. Cette crise nous pousse à devenir imaginatif, créatif... elle n'est pas que dramatique. Mais si on ne veut pas vivre dans un monde à +4 ou +5 degrés dans quelques années, il s'agit de faire des choix cruciaux. Pour respecter les accords de Paris, nous devons réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.

Le changement doit-il passer par la jeunesse ?

Je suis impressionnée par mes discussions avec les étudiants. Je voyage beaucoup pour mon travail, et je m'interroge quand je sais qu'un aller-retour à New York représente 1,5 à 2 tonnes d'émission de CO<sub>2</sub>. Certains étudiants assument : ils ne prendront plus jamais l'avion. Ils ne le vivent même pas sur un mode sacrificiel, ils vivront une expérience différente, prendront le bateau, partiront pendant six mois, etc. Cela semble plus difficile pour ma

génération mais il faut entendre que nos actions individuelles feront une réelle différence, même si c'est bien l'ensemble du système, notamment économique et industriel, qui doit changer de logiciel, comme le démontre l'étude de Carbone 4 « Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'Etat face à l'urgence climatique ». On ne dispose pas toujours des bonnes échelles de valeur.

Dans l'enseignement supérieur, il est important de réussir à déformer les esprits dans des domaines où les règles du jeu ne sont plus du tout adaptées aux transformations actuelles. En sciences de gestion, par exemple, on apprend à créer de la valeur avec des robots de trading qui accablent des processus socialement nuisibles. On ne forme pas encore à des méthodes comptables qui intègrent de façon structurante les enjeux écologiques et sociaux. Il faut davantage d'esprit critique, mais c'est le cas pour toutes les générations. Idem pour les entreprises ou les collectivités. Le *Manuel* aide à poser des diagnostics pour voir ensuite les leviers possibles. On doit intégrer ces questionnements. Ils ne sont pas optionnels : c'est une question de justice, de vie et de mort. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA IRIBARNEGARAY

« UN SOCLE COMMUN DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES » ACCESSIBLE À TOUT ÉTUDIANT

L'école d'ingénieurs en chimie et numérique. Et tout un monde de possibles à vivre et à découvrir.

www.cpe.fr

CPE LYON

Julie, étudiante CPE Lyon en chimie - génie des procédés



Une étudiante de l'École nationale supérieure de chimie de Lille. CENTRALE LILLE

# LA LONGUE MARCHÉ DES ÉTUDIANTES CHIMISTES

**Enquête** Alors que les femmes sont minoritaires dans la plupart des écoles d'ingénieurs, le secteur de la chimie fait figure d'exception

**A** peine passée la porte de l'École nationale supérieure de chimie de Lille (ENSCL), une forte odeur vous prend au museau. Le masque est pourtant bien en place sur le nez des visiteurs et l'air circule facilement dans les vastes locaux. Mais rien à faire. « Sans doute une expérience avec du sulfate de soufre », devine un enseignant.

Bienvenue dans l'une des rares écoles d'ingénieurs que se sont appropriées les filles. En effet, alors que la plupart des cursus d'ingénierie sont, en France, peuplés majoritairement par des garçons (le taux de féminisation au niveau national des écoles d'ingénieurs est de 32 %), la chimie fait figure d'exception. Dans ce secteur, on compte 55 % de jeunes femmes, selon l'enquête 2020 de la Conférence des grandes écoles (CGE). Une proportion en augmentation. En 1980, les filles représentaient 27 % des diplômés de l'ENSCL. Elles étaient 52 % en 2000, et plus de 70 % en 2020.

A quoi rêvent ces apprenties chimistes ? A l'ENSCL, la formation des élèves ingénieurs se construit autour de trois axes : « l'optimisation et la fiabilité des matériaux », qui consiste à répondre aux besoins de l'industrie dans leur fabrication et leur emploi ; les « procédés durables », qui engage à trouver des solutions aux enjeux environnementaux grâce, par exemple, à l'usage de la biomasse, la dépollution des ressources naturelles, la valorisation des déchets ; enfin, la chimie de « formulation » où le principe est de mélanger différentes matières premières pour concevoir de nouveaux produits. Les étudiants se spécialisent dans l'une de ces trois majeures lors de la dernière année de leur cycle d'ingénieur.

## OBJECTIF : COSMÉTIQUES

Le panel de débouchés auxquels l'école forme est donc vaste. Mais « environ 75 % des étudiants qui viennent chez nous veulent, en arrivant, se former à la chimie de formulation », mesure Christophe Dujardin, directeur des études de l'ENSCL. Une majeure essentiellement féminine qui peut conduire à la réalisation de cosmétiques, shampoings, parfum...

Célia Breton, 20 ans, étudiante en deuxième année d'ingénierie, suit cette spécialité. « J'aimerais travailler pour L'Oréal, un groupe qui possède tellement de marques qu'il peut, si on l'intègre, ouvrir énormément de possibilités », estime-t-elle. Caroline Brice, 22 ans, également en deuxième année, a été embauchée par un stage dans une entreprise de « cosmétiques naturels » et se verrait également poursuivre dans cette voie.

Pourtant, la formulation ouvre à bien d'autres types de création comme les encres, les peintures, les détergents, les médicaments ou encore les carburants. « Mais les futures chimistes se projettent

plus facilement sur les domaines qu'elles connaissent », reconnaît Rose-Noëlle Vannier, directrice de l'école. Si intégrer le géant français des cosmétiques est un objectif largement partagé par ces jeunes femmes, « L'Oréal ne pourra pas toutes les embaucher », avertit Nouria Fatah, professeure de génie des procédés à l'ENSCL. « Les élèves ingénieures se font souvent une image de la chimie de formulation qui ne correspond pas à la réalité », ajoute Philippe Dépincé, directeur de Polytech Nantes et président de la commission formation et société de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI).

Pourquoi ce secteur de l'ingénierie attire-t-il davantage les femmes ? La part de femmes ingénieures dans les activités financières et les assurances est de seulement 20 %, dans l'informatique, ce taux descend à 19 %, et à 18 % dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Un entre-soi masculin qui « renforce les stéréotypes », et conduit les femmes à percevoir le milieu de l'ingénierie comme un monde « développé par et pour les hommes, ce qui pourrait expliquer leurs difficultés à s'y intégrer », avance Biljana Stevanovic, sociologue, dans un article intitulé « Orientations scientifiques des filles en France : un bilan contrasté ». Parce qu'elles s'y sentiraient moins bien accueillies, les jeunes femmes se détourneraient de ces filières pour « s'orienter là où elles sont les plus demandées et les plus attendues », constate Philippe Dépincé, c'est-à-dire en chimie et en agronomie.

Pour que les lycéennes envisagent une carrière dans l'ingénierie, elles doivent pouvoir se projeter, mais « les jeunes filles manquent de modèles », analyse Maud Cadoret, étudiante à l'Université technologique de Troyes (UTT) et lauréate, le 1<sup>er</sup> octobre, du prix de l'élève-ingénieure France pour sa promotion des sciences et l'ingénierie auprès des jeunes filles. Les figures tutélaires sont trop rares, mais elles existent. Emmanuelle Charpentier, la dernière Française distinguée d'un prix Nobel, en 2020, l'a été... en chimie.

La féminisation de ce secteur est une tradition ancienne pour les jeunes Françaises. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la loi de Jules Ferry impose l'école laïque et obligatoire pour

tous et donne aux filles un accès à l'enseignement, mais un enseignement différencié. Il faudra attendre 1924 pour la création d'un baccalauréat unique pour les deux sexes. Toutefois, la chimie figure tôt parmi les apprentissages qu'il est jugé bon de transmettre aux femmes. Selon Isabelle Collet, professeure de sciences de l'éducation et spécialiste des questions de genre, Jules Verne, écrivain visionnaire, écrit même que « les cours de chimie des filles leur servent à savoir confectionner un pot-au-feu ».

## AUTOCENSURE

La chimie fine peut ressembler parfois à « de la cuisine », admet Célia Breton. Mais même hors de la cuisine, « il y a toujours eu des femmes dans le domaine de la chimie. Elles sont, à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, assistantes ou laborantines. Bien que les postes de premier plan soient aux hommes, les femmes sont présentes et font passer le message aux générations suivantes : il est possible de devenir chimiste », souligne Catherine Marry, sociologue. Aujourd'hui, elles sont ingénieures.

Si beaucoup d'étudiantes viennent en chimie « faire de la cosmétique », reconnaît Rose-Noëlle Vannier, la patronne de l'ENSCL, elles s'investissent en nombre dans les autres filières. La majeure « procédés durables » est occupée à parité par des filles et des garçons. On y étudie la valorisation des ressources, le recyclage des matières, des métaux, des terres rares... « Les femmes regardent le plus souvent l'utilité sociale de leur formation, là où les hommes s'intéressent au prestige et à la rentabilité », avance Catherine Marry. Et en chimie, les futures ingénieures excellent, mieux que leurs collègues masculins. « En 2020, sur les 10 premiers de la promotion, il y a 8 jeunes femmes », illustre Rose-Noëlle Vannier.

Plus nombreuses et diplômées, les ingénieures chimistes restent toutefois, à la sortie de l'école, moins bien payées que leurs homologues masculins, selon le rapport 2020 de la CGE. « Dès la première embauche, les femmes sont pénalisées, elles obtiennent moins de postes à responsabilités », confirme Catherine Marry. « Inconsciemment, les jeunes femmes pensent ne pas être capables d'obtenir un poste gradé et se sous-estiment, s'autocensurent », abonde Maud Cadoret.

Pour inverser cette tendance, les écoles d'ingénieurs ont un rôle à jouer dans la préparation de leurs étudiants aux entretiens d'embauche. Des ateliers s'organisent dans les établissements pour préparer les futurs salariés à défendre leurs exigences. Pour Nouria Fatah, la nouvelle génération d'ingénieures a les outils pour « réussir et se battre ». « Quand elles se trompent, elles se corrigent et recommandent. Elles ne laissent plus un homme le faire à leur place. » ●

ÉRIC NUÑES

## CONCOURS ADVANCE

POUR TOUS LES GRANDS DOMAINES DE DEMAIN

15 CHANCES D'INTÉGRER L'UNE DES 4 ÉCOLES D'INGÉNIEURS DU CONCOURS ADVANCE



## INSCRIVEZ-VOUS

**1**  
CONCOURS  
INTÉGRÉ  
À LA  
PROCÉDURE  
PARCOURSUP

**15** CAMPUS  
AU CHOIX  
DANS  
**7** VILLES  
DE FRANCE

BORDEAUX • LILLE • LYON • PARIS • RENNES  
STRASBOURG • TOULOUSE

**1555**  
PLACES  
OFFERTES  
(DONT 1532 PLACES EN  
TERMINALES GÉNÉRALES,  
15 EN T.STI2D  
ET 8 EN T.STL)

INSCRIVEZ-VOUS AU CONCOURS ADVANCE  
SUR LE PORTAIL PARCOURSUP  
LE 20 JANVIER ET LE 11 MARS,  
ET ACCÉDEZ À DES MÉTIERS À HAUT POTENTIEL !

# Entre fac et école, une voie bis encore dans l'ombre

**Focus** Les « cursus masters en ingénierie » mènent, en cinq ans après le bac, au métier d'ingénieur

Ce sont trois lettres inconnues du grand public : C-M-I. Dans le maquis des formations présentes sur Parcoursup, ce sigle, encore nouveau, peine à émerger. Il existe pourtant aujourd'hui 102 cursus master en ingénierie (CMI) dans 30 universités. Soit environ 4500 étudiants qui suivent ces formations en cinq ans après le bac menant, notamment, au métier d'ingénieur. A l'instar des collèges de droit dans les facs juridiques, ces CMI, différents des écoles d'ingénieurs, sélectionnent sur dossier et entretien. Ils permettent de suivre une licence et un master ainsi qu'environ 20% d'enseignements supplémentaires sur la connaissance de l'entreprise, le management, et d'effectuer un stage par an.

C'est ce qui a plu à Sophie Mazzoli, aujourd'hui en dernière année du CMI immunologie à Aix-Marseille Université. « Je souhaitais faire des études scientifiques, mais je n'avais pas envie d'aller en prépa, je n'avais pas l'esprit de compétition. Je ne voulais pas faire médecine non plus. Quand j'ai découvert le CMI, je me suis dit que ça se tentait. Et en cas d'échec, je pouvais retourner en licence classique sans difficulté. »

L'idée de ces formations, à cheval entre la fac de sciences et l'école d'ingénieurs, a germé il y a une dizaine d'années après un rapport du physicien Robert Chabbal. Yves Berthaud, coresponsable avec Hélène Dumontet, du premier CMI créé (mécanique à Sorbonne Université), a fait partie des discussions : « L'idée, qui n'a pas changé, était de proposer une formation à l'ingénierie plus spécialisée que les écoles d'ingénieurs généralistes, avec des enseignements d'ouverture sur le

monde de l'entreprise et l'international, ainsi qu'un contact étroit avec les laboratoires de recherche. C'est une manière de se rapprocher du modèle américain des formations en ingénierie. » En 2012, le Réseau Figure, qui rassemble et labellise les CMI, a reçu 10 millions d'euros de l'Etat pour développer ces formations, dans le cadre d'un appel à projets du programme d'investissements d'avenir Initiatives d'excellence en formations innovantes (IdEFI).

Immunologie, acoustique, énergie hydrogène... Les CMI sont ainsi bien plus pointus que les formations d'ingénieurs classiques. « Les étudiants travaillent sur des projets en lien avec les laboratoires dès la première année. La recherche est aussi une pédagogie, une manière d'apprendre autrement, d'explorer, de se tromper, de se nourrir des erreurs », souligne Lamine Boubakar, président du Réseau Figure.

Une volonté qui se retrouve dans les statistiques d'insertion dès les premières promotions sorties en 2017 : 40% des diplômés s'inscrivent en doctorat après leur master, dont 25% en Cifre (convention industrielle de formation par la recherche), ces thèses réalisées en

entreprise. « Je n'y aurais jamais pensé quand je me suis inscrite en première année », assure Julie Aubry, diplômée 2019 du CMI « énergie hydrogène et efficacité énergétique » de l'université de Franche-Comté, qui prépare aujourd'hui un doctorat. Ce que j'aime, dans la recherche, c'est le fait de se pencher sur un sujet et l'approfondir au maximum. » Plus globalement, 91% des diplômés de CMI sont en emploi (poursuites en doctorat comprises), six mois après l'obtention du diplôme, pour un salaire « supérieur à 30000 euros brut annuels », selon les statistiques du Réseau Figure.

Au fil des années, les CMI ont aussi conquis les facultés de sciences humaines et sociales. Si elles sont en grande majorité rattachées aux départements de sciences dures, des cursus ont fleuri en histoire, en géographie, en tourisme ou en économie. CY Cergy Paris Université en a ouvert plusieurs, dont le CMI « management des réseaux de transport et des mobilités », il y a deux ans. « Lier ingénierie et géographie a du sens, estime Antoine Beyer, son responsable. Ce type de formation permet aussi de briser l'anonymat de l'université. La première promotion était constituée de 12 étudiants et ils ont été un groupe moteur pour l'ensemble des premières années de licence avec lesquelles ils suivaient les cours. »

Véronique Moulin, elle, a suivi un CMI « tourisme et patrimoine » à l'université de Cergy-Pontoise. Entre des cours de statistiques et des visites de musée, elle profite chaque année des stages pour construire son projet professionnel. « On devient polyvalent et on acquiert de l'expérience sans s'en rendre compte », juge-t-elle aujourd'hui depuis le Japon, où elle

travaille à développer la culture française au sein de la filature de soie de Tomioka, un site touristique inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco.

Si le réseau des CMI améliore, chaque année, sa visibilité, ces cursus manquent encore d'attractivité. Les promotions comptent entre 10 et 30 étudiants, dont un tiers de boursiers. Parmi les élèves, 42% sont des femmes et la moitié des admis a obtenu une mention bien ou très bien au bac. Le taux de réussite en première année, autour de 70%, est bien plus élevé que dans une licence classique, mais les réorientations sont fréquentes.

## LILLE NE RECRUTE PLUS

« Se faire connaître demande du temps », admet Lamine Boubakar. Pour pallier ce déficit de notoriété, le Réseau Figure cherche à se faire reconnaître institutionnellement comme formation d'ingénieurs. Un véritable défi, qui profite du flou autour du mot « ingénieur ». En France, seule la Commission des titres d'ingénieur (CTI) délivre ce titre à des diplômés. Elle possède sa grille d'évaluation dans laquelle les CMI ne « rentrent » pas. Mais une fois diplômé, pas besoin du titre pour exercer le métier d'ingénieur. Aucun ordre ne régit la profession.

Trois CMI viennent ainsi d'obtenir le label européen EUR-ACE, qui atteste de la qualité des formations d'ingénieurs. Pour cela, le Réseau Figure a dû faire appel à une agence d'accréditation allemande, et contourner ainsi la Commission française. Une initiative qui irrite les écoles d'ingénieurs alors que plus d'un quart d'entre elles sont pourtant internes aux universités. « Il ne faut pas

semer la confusion dans l'esprit des jeunes et de leurs familles », s'insurge Jacques Fayolle, président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI). La CTI est garante de la qualité des formations d'ingénieurs, qui sont pensées en adéquation avec la demande des entreprises. Les CMI sont des masters scientifiques. Pas des diplômés d'ingénieurs. »

Au sein des universités aussi, se faire une place n'est pas si simple. L'université de Lille a arrêté les recrutements des CMI à la rentrée 2020. « Les financements octroyés par l'Etat pour développer ces cursus arrivent à leur terme. Nous avons décidé de privilégier d'autres parcours », justifie Odile Cristini-Robbe, vice-doyenne à la faculté des sciences et technologies de Lille.

Reste une question : ces formations survivront-elles à la fin des financements exceptionnels proposés dans le cadre de l'appel à projets Idefi ? Le réseau des CMI cherche en tout cas des moyens pour assurer sa pérennité. Jusqu'à présent, les frais de scolarité des CMI étaient ceux proposés dans les licences et masters à l'université. « Nous envisageons d'organiser les CMI en diplômes d'établissement [dont les tarifs ne sont pas réglementés au niveau national, contrairement aux licences et masters]. Les frais d'inscription n'excéderont pas ceux des écoles d'ingénieurs publiques [environ 600 euros par an] », affirme Lamine Boubakar. Dans les cartons également, un « cursus bachelor en ingénierie », en trois ans après le bac. Encore un nouveau venu dans le paysage de l'enseignement supérieur. ●

SYLVIE LECHERBONNIER

## « UNE MANIÈRE DE SE RAPPROCHER DU MODÈLE AMÉRICAIN DES FORMATIONS »

YVES BERTHAUD  
coresponsable du premier CMI créé (mécanique, à Sorbonne Université)

# L'INTELLIGENCE INFORMATIQUE



**LE 21<sup>E</sup> SIÈCLE EST NUMÉRIQUE. L'EPITA FORME LES INGÉNIEURS DU NUMÉRIQUE.**

Pour imaginer demain, concevoir, développer, partager, l'avenir est ouvert aux femmes et aux hommes qui associent le métier d'ingénieur à l'expertise de l'informatique avancée. Aujourd'hui, une école forme celles et ceux qui inventent notre futur, l'EPITA.



[www.epita.fr](http://www.epita.fr)

Retrouvez-nous sur @epita

Retrouvez nos campus de Paris, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse sur [www.epita.fr](http://www.epita.fr) rubrique École/Campus.

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé · École reconnue par l'État Diplôme habilité par la CTI et Labellisé EUR-ACE





# RATER SCIENCES PO, CONTINUER SA VIE

Les concours des IEP génèrent une déception tenace chez ceux qui y échouent. Pourtant, beaucoup rebondissent avec brio

Le baccalauréat? Au lycée, Louis ne s'en souciait guère. Il n'avait qu'un projet en tête : intégrer Sciences Po Paris, coûte que coûte. Réussir le concours, même si cela signifiait mettre entre parenthèses l'insouciance de lycéen. Ça lui avait pris au retour d'un séjour d'études aux Philippines, organisé par le Rotary, après lequel l'envie d'international, pourquoi pas de diplomatie, ne le lâchait plus. Sciences Po semblait tout indiqué, et plusieurs profs de son lycée de Mayenne le lui avaient assuré : il avait le profil.

En terminale, pour mettre toutes les chances de son côté, Louis s'inscrit alors à une prépa du concours commun des instituts

**DE NOMBREUX CURSUS DRAINENT LES REFUSÉS DÉÇUS QUI NE S'AVOUENT PAS VAINCUS**

d'études politiques (IEP), de celui de Paris ainsi que ceux de Bordeaux et Grenoble. Toute l'année, il se met une «*pression immense*». Mais les résultats du concours commun arrivent, négatifs, et l'oral final d'admission à Sciences Po Paris se solde aussi par un échec. «*C'était tout un projet de vie qui s'effondrait*, confie cet en-

fant d'une famille de la classe moyenne. *Pour moi, Sciences Po, c'était la réussite sociale assurée, la voie royale.*»

Cette image de «*Graal*» attachée à Sciences Po pousse chaque année des milliers de candidats à tenter l'entrée en première année dans l'un des dix établissements labellisés, aux marques largement reconnues. Pour Flaviana, née à Rouen de parents qui ont immigré de Guinée-Bissau, ces écoles représentaient «*un capital culturel et social*». «*Tous les gens que j'admirais étaient passés par cette école*, explique la jeune femme, qui n'est pas parvenue à y entrer. *A l'époque, je voyais surtout que c'était un concours et puis c'est tout. La méritocratie pure, quoi!*»

#### STRATÉGIE EN DEUX TEMPS

Un concours et puis c'est tout? Flaviana sait aujourd'hui qu'il n'en était rien : ces procédures d'admission postbac deviennent d'année en d'année plus sélectives. En 2019, on comptait plus de 11 000 candidats pour seulement 1 900 places à l'entrée en première année de Sciences Po Paris. Ils étaient plus de 10 000 aussi au concours commun (qui comprend Aix, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse) pour 1 100 places. Beaucoup restent sur le carreau, avec parfois une déception tenace.

Celle-ci a été plus difficile encore à digérer l'année dernière où, en raison de la crise sanitaire, les règles du jeu ont été bouleversées au dernier moment par les IEP. Au lieu des épreuves écrites, les étudiants de la promo 2020 ont été sélectionnés sur leurs notes du lycée. Kenza, 19 ans, ne décolère pas : «*C'est très frustrant de ne pas être jugé sur le véritable travail abattu pour le concours, sur ce qui est vraiment attendu en IEP!*» Si la licence de droit où elle

a été admise à l'académie de droit de l'université d'Aix-Marseille lui plaît bien, elle se dit qu'elle retiendra quand même sa chance en fin d'année.

Comme Kenza, beaucoup de jeunes ne lâchent pas si facilement leur ambition. «*Il y a une stratégie en deux temps pour la plupart des lycéens, qui envisagent directement de repasser le concours l'année du bac, et l'année suivante*», observe Pierre Mathiot, directeur de Sciences Po Lille, où 60 % des admis ont déjà réalisé une année de licence ou de prépa. «*Puis, à l'entrée en master, on retrouve beaucoup de ceux qui avaient déjà tenté le concours trois ans auparavant, dans une espèce d'acharnement à retenter sa chance*», ajoute-t-il.

De plus en plus de cursus privés ou publics drainent ces refusés déçus qui ne s'avouent pas vaincus. Formation pluridisciplinaire, la licence lettres-sciences politiques de la fac de Poitiers propose de préparer ces concours, et notamment l'entrée en master à Sciences Po Paris, avec qui elle a noué un partenariat. «*La plupart de nos étudiants avaient déjà tenté les concours une première fois en terminale*», note Denis Mellier, responsable de cette licence. Environ un tiers de ses élèves finissent par poursuivre leurs études vers des IEP, au niveau master ou après la première année.

«*Le club des recalés*» : Flaviana a affectueusement donné ce surnom au groupe d'amis qu'elle a rencontré fortuitement, lors d'une soirée. Comme elle, qui s'est présentée trois fois aux concours, en vain, tous les ont passés à plusieurs reprises et l'expérience semble les avoir soudés. «*Certains avaient même retenté*

**«SANS CET ÉCHEC, JE SERAIS PEUT-ÊTRE PASSÉ À CÔTÉ DE CE QUI ME PASSIONNE, SEULEMENT POUR RÉPONDRE À UN FANTASME»**

ÉDOUARD  
un étudiant qui s'est orienté vers l'urbanisme

sept fois à divers niveaux! Je me dis aujourd'hui que c'était absurde de m'entêter à ce point, s'amuse l'étudiante de 24 ans, qui prépare son entrée à l'école du barreau. *Mais à l'époque, je basais ma valeur sur ces accomplissements et j'avais honte d'avoir échoué là où on m'attendait.*»

Un sentiment symptomatique du système français où l'on revendique très tardivement dans sa carrière le fait d'être passé par telle ou telle grande école, et donc d'avoir réussi un concours. En France, analyse la sociologue Annabelle Allouch, dans son livre *La Société du concours* (Seuil, 2017), ces examens d'entrée sont investis comme un jugement sur la valeur et les qualités d'une personne, et sacralisent, via une mise en scène de la méritocratie républicaine, l'accès à un statut social.

#### «UN RÊVE DE LYCÉEN»

Si bien que la déception peut poursuivre des années durant celui qui s'était projeté dans la «*grande école*». Théo est longtemps resté taraudé par «*l'amertume*» d'avoir vu son «*rêve de lycéen*» lui passer sous le nez. «*J'ai dû me contenter d'études à la fac qui ne m'ont jamais tellement enthousiasmé, toujours un peu par défaut.*» A présent diplômé d'un master de droit du travail et devenu recruteur, Théo a fait la paix avec ses regrets, mais le Parisien, qui s'imaginait notamment dans la magistrature, ne peut s'empêcher de se dire que «*[s]on parcours n'aurait pas été le même sans ces échecs, et que [s]a vie aurait pris un tout autre tour.*»

Cette sensation a suivi Louis durant toute sa première année quand, après avoir ressassé tout l'été un sentiment d'échec, il s'est orienté en licence de droit et philosophie à la Sorbonne. Trop «*impersonnel*», avec des cours qui le «*frustrent*». Mais très vite un «*plan C*» s'est offert à lui : un bachelor de philosophie, politique et économie à la Vrije Universiteit d'Amsterdam, résolument tourné vers l'international et dont il ressortira fort d'une expérience à l'étranger. «*J'ai pu me remettre à rêver. Je me suis laissé surprendre et je ne regrette plus du tout mon échec*», lance l'étudiant de 22 ans.

Nombre de ces jeunes recalés rebondissent en effet vers des horizons qui les ravissent plus qu'espéré. Notamment grâce aux formations pluridisciplinaires qui fleurissent, sur le modèle des doubles licences s'appuyant sur ce côté «*touche-à-tout*» qui attirait à Sciences Po les indécis. «*Les étudiants découvrent diverses disciplines, et d'autres rêves naissent*, observe Denis Mellier, de l'université de Poitiers. *Dans notre parcours, s'ils arrivent avec Sciences Po en ligne de mire, beaucoup changent d'ailleurs d'avis en cours de route.*»

Après un oral déstabilisant à Sciences Po Paris qui l'avait laissé hagard, Titouan a trouvé sa voie en prépa B/L, au lycée du Parc de Lyon, où il a rencontré beaucoup de personnes qui avaient également tenté Sciences Po. La pluralité des enseignements – maths, philo, éco, lettres – lui plaît. Deux années «*passionnantes*» au terme desquelles... il réussit le prestigieux concours de Normale-Sup, où il étudie l'histoire. «*Rater Sciences Po a été en fait la chance de ma vie*», avoue en souriant Titouan, qui se projette désormais dans la recherche.

Edouard, 21 ans, licencié de droit, a quant à lui fini par se spécialiser dans l'urbanisme, où il s'épanouit au sein d'un magistère professionnalisant. «*Sans cet échec, je serais peut-être passé à côté de ce qui me passionne, seulement pour répondre à un fantasme*, comprend-il aujourd'hui. *Tout ça parce que, depuis petit, on me disait "tu es un bon élève, alors tu feras Sciences Po"*. Un «*mythe*» dont beaucoup sont pleinement revenus. ●

ALICE RAYBAUD



#### Bachelor en Relations internationales (Bac+3)

Une formation pluridisciplinaire de haut niveau basée sur la géopolitique, les sciences politiques, le droit international, l'économie et les langues étrangères.

#### Diplôme Supérieur en Relations Internationales (Bac+5)

Six spécialisations pour donner aux futurs professionnels les compétences en adéquation avec le marché du travail : Sécurité internationale et défense, Intelligence stratégique internationale et affaires publiques, Relations internationales et cyberspace, Gestion de risques et sécurité internationale, Stratégies internationales et environnement des outre-mer, International Business and Marketing.

#### Rentrée décalée - janvier 2021

Déçu(e) de votre orientation? La rentrée décalée au sein de la 1ère année de Bachelor vous permet de vous réorienter sans perdre une année d'étude.

Découvrez nos formations, cours du soir, conférences, dates de concours et portes ouvertes : [www.ileri.fr](http://www.ileri.fr)

# Le plaidoyer, un nouveau métier prisé des étudiants engagés

Du «lobbying», mais pour une ONG, une entreprise sociale ou une association : telle est la mission des «chargés de plaidoyer». Un diplôme spécifique a été créé à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Ce vendredi d'octobre, à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), une vingtaine d'étudiants masqués planchent en groupes sur un cas pratique : la campagne de plaidoyer de l'association Wikimedia France pour intégrer la «liberté de panorama» dans le droit français, en 2015-2016. Des articles de presse sont distribués. «Quand on démarre une campagne, on fait une veille média pour repérer les parties prenantes, l'état de leurs relations, les enjeux, les éléments de langage», explique Nathalie Martin et Cyrille Bertin, en charge du cours et directeurs associés de France Plaidoyer, un cabinet de lobbying pour le monde associatif.

Pendant que les étudiants travaillent, Cyrille Bertin précise : «Le plaidoyer, c'est mettre en place un ensemble d'actions visant à influencer les décideurs politiques pour agir en faveur d'une cause.» Il peut s'agir de leur présenter un argumentaire, de mobiliser l'opinion publique, de coaliser des acteurs autour d'une cause, etc. Ainsi, tel que les termes sont utilisés aujourd'hui en France, et même si les définitions divergent, on pourrait dire que le lobbying est la défense des intérêts des entreprises à but lucratif, tandis que le plaidoyer –

porte les causes des associations, des ONG et des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Répandu dans les pays anglo-saxons, il se développe en France. «Depuis une dizaine d'années, les acteurs de l'ESS, les associations, les ONG créent de plus en plus de postes de chargé de plaidoyer, de chargé d'affaires publiques, de chargé de relations institutionnelles, de chargé d'influence», assure Cyrille Bertin, en soulignant que les écoles de commerce s'y intéressent aussi et que la fourchette de rémunération varie en général entre 30 000 et 40 000 euros annuels.

A tel point que, cette année, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye lance un diplôme spécifique «influence et plaidoyer» de 120 heures. «Nous avons 25 étudiants aux profils très divers, des travailleurs issus du secteur associatif qui veulent professionnaliser leurs pratiques, des étudiants de formations diverses qui souhaitent intégrer des associations, des communicants en quête de sens qui changent de voie», constate Nathalie Martin.

Parmi les étudiants, Angie Charbonneau, qui est venue compléter son master «affaires publiques» à l'Institut catholique de Paris dans lequel elle étu-

die avant tout les enjeux du lobbying pour les entreprises. «Certaines méthodes se recourent, il y a des techniques d'approche et d'argumentation qui sont propres au plaidoyer, comme, par exemple, la mobilisation de l'opinion publique.» «Pour faire un bon plaidoyer, il faut être formé, car il faut être capable de politiser une cause tout en ayant un discours d'expert auprès des décideurs politiques», ajoute Lorène Tonati, en master «métiers du politique» à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Marine Gauthier, fondatrice de CAP1, un cabinet d'accompagnement au plaidoyer, a pour sa part formé 120 personnes l'an dernier et enseigne à l'École des nouveaux métiers de la communication (EFAP). «Les associations ont compris que pour peser face aux lobbys des entreprises, il faut toucher les décideurs politiques, et que pour cela, il faut quelqu'un spécifiquement en charge du plaidoyer et pas un chargé de terrain ni quelqu'un à la communication comme avant», analyse-t-elle, citant des pionnières comme Greenpeace, Les Amis de la Terre ou L214.

L'utilisation des réseaux sociaux est au cœur de ces nouveaux métiers. «Quand on sent que nos revendications ne sont pas prises en compte par les canaux

traditionnels, et que l'enjeu est important, la mobilisation de l'opinion vient au secours du plaidoyer institutionnel», commente Jean Pasteur, diplômé de Sciences Po Lille en 2012 et chargé de plaidoyer international à Aides. A l'association de lutte contre le VIH, le plaidoyer est devenu une direction indépendante en 2016, et le service compte une dizaine de salariés.

## ENGAGEMENT PERSONNEL

Un bon plaideur est donc un vrai couteau suisse. «Il faut avoir un sens de la politique, de la communication, savoir écouter les bénéficiaires et les acteurs de terrain, avoir une grande capacité d'adapt-

ation, une capacité à susciter la confiance et à convaincre... Et un vrai sens éthique, car, dans le plaidoyer, on ne peut pas faire n'importe quoi pour convaincre», égrène Malik Samassekou, responsable du plaidoyer chez Arcad Santé Plus au Mali depuis 2018, après un master «intelligence économique, influence, lobbying et médias sociaux» à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée – un diplôme plus axé sur le lobbying des entreprises.

Avant un apprentissage sur le tas ou une formation complémentaire aux méthodologies du plaidoyer, une formation de type Sciences Po ou un master de droit sont de bonnes bases pour connaître les institutions politiques, estime Myriam Savy, responsable du plaidoyer à l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa). «Il y a un gros travail de veille et d'anticipation des sujets à faire et un travail d'analyse et de synthèse car un plaidoyer efficace s'appuie sur des sources fiables, donc on prend du temps à lire des rapports, à prendre des notes, pour construire un argumentaire», détaille-t-elle. Se spécialiser sur une cause peut aussi être une voie d'accès.

Dans tous les cas, le plaidoyer est «métier d'avenir», assure Anna Penfrat, chargée de plai-

doyer au Bureau européen de liaison pour la consolidation de la paix, un réseau d'ONG européennes, et diplômée de Sciences Po Lille en 2010. «Il y a des opportunités en France, par exemple sur les causes de santé, de développement, de droits de l'homme. Mais aussi énormément à Bruxelles, où de très nombreuses ONG gravitent autour des institutions de l'Union européenne», souligne celle qui apprécie d'avoir un métier qui a du sens.

Une notion de «sens» centrale, affirme d'ailleurs Samuel Airaud, chargé d'affaires publiques pour l'association L214. Ces métiers drainent de nombreux jeunes portés par une cause ou un engagement personnel. «Etre militant sur les sujets qu'on porte en plaidoyer me semble important. Parfois, c'est un métier difficile et on ne peut pas tirer sa force de l'argent ou d'un réseau de pouvoir mais de la légitimité qu'on a auprès des citoyens. Or, si on ne croit pas en ce qu'on fait, il sera difficile sur le long terme de bien travailler», explique ce militant des premières heures. Une expérience qu'il partagera prochainement avec les étudiants du diplôme «influence et plaidoyer» de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. ●

LÉONOR LUMINEAU

## La Rue Saint-Guillaume chamboule son admission

L'école parisienne entend corriger certaines dérives de son précédent modèle de sélection des candidats

C'est une petite révolution symbolique à laquelle sont confrontés cette année les lycéens aspirant à Sciences Po Paris. Ils seront les premiers à expérimenter un concours entièrement réformé pour accéder à la prestigieuse école parisienne, plus que jamais sélective avec plus de 11 000 candidats à l'entrée en première année en 2019 pour 1900 places. Fini les dissertations et exercices sur table si représentatifs du concours «à la française», qui sont remplacés par un conséquent dossier couplé à un oral.

L'ambition est de «démocratiser» davantage l'accès à l'école, affirme Bénédicte Durand, directrice de la formation. L'établissement s'est fixé l'objectif de porter le taux de boursiers parmi ses étudiants de 25 % à 30 %, par un «renforcement de la discrimination positive». Dans cet esprit, les candidatures se feront à présent sur Parcoursup, où l'ensemble des lycéens déposent leurs vœux d'admission postbac : une évolution qui devrait «supprimer certaines barrières mentales qui privaient des jeunes de milieux modestes de venir à nous», espère l'école, qui prévoit une forte augmentation de son vivier de candidats.

C'est sur cette plate-forme que doivent être déposés les trois éléments qui seront désormais pris en compte pour l'étape d'admission : chacun donnant lieu à une note sur 20 : les résultats du candidat depuis la 2<sup>de</sup>, ses notes du bac et trois exercices rédactionnels. Destinés à évaluer le parcours, le projet et la qualité d'écriture, ces derniers comprendront un texte où le candidat devra décrire ses centres d'intérêt, un deuxième où

il défendra sa motivation, ainsi qu'un «essai personnel» autour d'une thématique particulière.

L'ouverture sociale sera-t-elle vraiment favorisée, sachant que les lycéens ne bénéficieront pas de la même aide à la maison pour rédiger ces essais ? «Nous n'attendons pas un écrit standardisé mais un essai le plus authentique possible. S'il est fait avec l'aide d'un tiers ou d'une préparation extérieure, cela ne pourra que dénaturer l'exercice», répond Gabriela Crouzet, directrice des admissions.

### LES ORAUX À DISTANCE

Pour Bénédicte Durand, cette réforme doit être l'occasion «de détruire les préjugés qui se sont accumulés autour d'un profil idéal de l'étudiant de Sciences Po, y compris chez nos examinateurs. Il faut faire passer aux lycéens le message qu'on leur demande d'être eux-mêmes, forts d'un parcours et d'un imaginaire personnels».

Autant d'éléments qui devront aussi apparaître dans la deuxième phase du concours, l'oral d'admission, qui a été repensé. Rallongé à trente minutes, il se divise en trois séquences : une présentation libre par le candidat, un commentaire et une analyse d'image, puis un échange avec le jury sur son parcours et son projet. «Ce ne sera

plus un oral couperet», souligne Gabriela Crouzet. Chacune des quatre épreuves aura un poids égal dans la décision d'admission. Autre nouveauté : cet oral sera réalisé à distance, pour tous les candidats. Une décision prise avant même la crise sanitaire, afin d'éviter des déplacements coûteux et stressants.

L'accent est aussi mis sur la procédure des conventions d'éducation prioritaire (CEP), destinée aux jeunes issus de lycées d'éducation prioritaire. Sciences Po entend doubler le nombre de ses lycées partenaires (aujourd'hui 106), en ouvrant également à des établissements ruraux ou semi-ruraux. «Nous augmenterons aussi de 10 % à 15 % le nombre de places qui seront réservées aux lycéens CEP dans nos promotions», annonce Bénédicte Durand. Et désormais, seuls les lycéens boursiers des établissements partenaires pourront prétendre à cette procédure spécifique. Les élèves issus de catégories socioprofessionnelles supérieures avaient fini par atteindre 40 % des admis par cette voie.

De quoi bouleverser le fonctionnement des établissements d'éducation prioritaire. Jusqu'à présent, l'absence de critère sur bourse pour accéder aux ateliers de préparation et à la procédure leur permettait d'attirer des jeunes de communes limitrophes et de garder certains bons élèves. «L'idée n'est pas d'exclure ces jeunes des ateliers, on doit leur trouver une place, plaide Bénédicte Durand. Mais il fallait réparer un déséquilibre grandissant.» Et se donner les moyens d'atteindre son objectif phare de 30 % de boursiers par promotion. ●

ALICE RAYBAUD



## 15 ÉCOLES D'INGÉNIEURS 5 VOIES D'ENTRÉE













**ET VOUS, QUEL LE INGÉNIEUR.E SEREZ-VOUS ?**

# REDORER LE BLASON DES MÉTIERS DE LA FONCTION PUBLIQUE

Pour endiguer la baisse d'attractivité des concours de l'administration, un collectif d'étudiants a lancé un manifeste qui appelle à un dépoussiérage des métiers... et de la façon de les pratiquer



EMMANUEL KERNER

**A**vec l'énergie de leurs 20 ans, ils entendent participer à la transformation de l'action publique. En octobre, des étudiants de tous les horizons, issus de Sciences Po, d'AgroParisTech ou encore de l'École supérieure d'art et de design, ont publié un « Manifeste pour le secteur public » intitulé « Dix propositions pour le secteur public que nous voulons pour de-

main ». « Aujourd'hui, de plus en plus de jeunes, souhaitent donner du sens à leur travail. La crise du Covid-19 ne fait que renforcer cette tendance. Beaucoup pourraient trouver leur compte dans l'administration, mais ils ont souvent des réticences à s'y engager », explique Renaud Concordet, en master à Sciences Po Paris, l'un des instigateurs du texte. Le succès de cette initiative est encore timide : à ce jour, le manifeste compte une centaine de signataires.

En témoigne la chute du nombre de candidats aux concours de recrutement de la fonction publique d'Etat : -16,5 % entre 2014 et 2017 (hors concours internes). Une baisse bien plus importante que celle du nombre de postes offerts. Ainsi, le taux de sélectivité des recrutements pour des postes de catégorie A dans la fonction publique d'Etat (hors concours de l'enseignement) est en baisse régulière depuis dix ans, selon le dernier rapport annuel sur l'état de la fonction publique, notamment dans les instituts régionaux d'administration (IRA). Les deux autres versants de la fonction publique ne sont pas épargnés : on compte par exemple une baisse de 18 % en trois ans du nombre de candidats aux épreuves d'attaché d'administration hospitalière et jusqu'à -33 % pour la fonction publique territoriale.

#### SALAIRES PEU ATTRACTIFS

« Pourtant, le service public porte de superprojets qui permettent d'améliorer la société et de défendre l'intérêt général, argumente Adèle, 23 ans, titulaire d'un master en aménagement et urbanisme à l'université Jean-Jaurès de Toulouse. On mesure d'ailleurs toute son importance dans la période troublée qu'on vit actuellement. Le problème, c'est qu'il règne un vrai flou artistique au niveau du recrutement. On ne sait jamais si, avec la formation qu'on a, on peut postuler à telle ou telle offre d'emploi. Et quand on prend le temps d'envoyer une candidature, on a rarement une réponse, ce qui peut vite décourager. » Il faut dire aussi qu'avec le gel de la valeur du point d'indice, les salaires à l'entrée s'avèrent de moins en moins attractifs.

C'est ce que souligne Grégoire Sanson, étudiant à l'école d'ingénieurs CentraleSupélec. « Sur un premier poste, on peut trouver des écarts de rémunération de 500 à 1000 euros mensuels entre le privé et le public, témoigne-t-il. Même si l'argent n'est pas notre première motivation, au bout d'un moment, cela finit quand même par entrer en ligne de compte dans nos choix de carrière. » Et le secteur public ne peut même plus brandir l'argument de la stabilité de l'emploi pour

compenser. « Avec la multiplication des recours aux contrats, seuls 10 % des jeunes entrent dans une administration d'Etat avec le statut de fonctionnaire, soit deux fois moins qu'il y a vingt ans », appuie Aurélie Peyrin, sociologue au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST, Aix-Marseille Université).

Le poids écrasant de la hiérarchie, les processus de décision lourds et le manque de reconnaissance en refroidissent plus d'un. « Il y a deux ans, j'ai été stagiaire pendant deux mois dans un ministère, raconte ainsi Chloé (le prénom a été changé), 21 ans, étudiante en droit à Aix-Marseille Université. La lourdeur administrative y était incroyable. Quand je rendais un dossier, je devais le faire vérifier à mon N+1, qui le faisait lui-même vérifier à son N+1 et ainsi de suite... Idem pour envoyer des courriers, même sans importance. La procédure pouvait prendre plusieurs semaines. » A l'origine, la jeune femme se voyait vraiment embrasser une carrière dans l'administration. « Pour me sentir utile et trouver un sens à ma vie professionnelle », précise-t-elle. Mais après deux expériences dans le secteur, le doute s'est immiscé dans son esprit.

« En France, l'autonomie constitue une valeur cardinale, analyse Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS et membre du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Or dans l'administration, vous n'êtes qu'un maillon parmi tout un réseau d'intervenants. Résultat : non seulement vous avez du mal à voir le fruit de votre travail, mais en plus vous n'êtes pas forcément récompensés à la hauteur de votre investissement personnel, ce qui peut vite éroder votre motivation. »

Le manifeste propose donc, entre autres, de « valoriser davantage l'implication des agents ». Il suggère également de leur laisser une demi-journée par semaine pour se former ou s'impliquer dans des projets annexes. Selon ce texte, des efforts doivent aussi être faits pour renforcer la transparence dans l'accès aux postes de la haute fonction publique et sur les grilles de salaires. Mais aussi moderniser les espaces de travail. « Lorsqu'on arrive pour passer un entretien et

qu'on voit un bâtiment froid et impersonnel, ça ne donne pas envie de revenir tous les jours », déplore ainsi Jade, diplômée de Sciences Po. Les rédacteurs du manifeste plébiscitent aussi des mesures symboliques, comme abolir le sacro-saint parapheur, utilisé pour la validation de documents, au profit d'une organisation plus agile. « Trois mois pour acheter trois stylos, c'est trop... », taclent-ils ainsi. Pour gagner du temps, optimiser la gestion de projets et renforcer la créativité au sein des équipes, ils appellent d'ailleurs à généraliser les outils digitaux et collaboratifs.

#### MENTORAT INVERSÉ

Cependant, la plupart des administrations n'ont pas attendu pour développer leur marque employeur. C'est le cas, par exemple, du conseil départemental de l'Aveyron. « Dans un département rural comme le nôtre, il devenait de plus en plus difficile de recruter, surtout des cadres supérieurs, constate le directeur général adjoint, Eric Delgado. En 2018, nous avons donc lancé des groupes de travail qui nous ont amenés à établir une liste de 61 actions concrètes afin de rendre notre administration plus attractive et agile. » Parmi elles, la création d'un espace numérique qui permet à l'ensemble des agents de s'exprimer sur diverses thématiques et de proposer leurs idées.

D'autres projets innovants se développent un peu partout. Depuis fin 2017, le secrétariat général de Bercy expérimente ainsi le mentorat inversé. Le principe ? Un agent coache un cadre dirigeant sur les outils digitaux pour l'aider à monter en compétences. La Fabrique RH, le laboratoire d'innovation publique fondé par la préfecture de la région Ile-de-France, vient de son côté d'ouvrir, dans les locaux de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un espace de coworking entièrement dédié aux agents publics.

« Malheureusement, ces initiatives ne sont pas toujours connues », regrette Aurélie Peyrin, du Laboratoire d'économie et de sociologie du travail. Faut-il pousser plus vite, plus loin la révolution du service public pour le rendre plus attractif auprès des jeunes ? La sociologue se montre dubitative. « Bien sûr, on souhaite tous une administration plus souple, plus moderne. Mais on ne peut pas prendre pour modèle le fonctionnement des start-up, qui peuvent faire tout ce qu'elles veulent, comme elles le veulent. C'est capital de conserver des garde-fous dans la prise de décision car ici, c'est d'argent public qu'il s'agit. » ●

ÉLODIE CHERMANN

## ESME

SUDRIA  
PARIS | BORDEAUX | LILLE | LYON

## INGÉNIEURS DE TOUS LES POSSIBLES

- ▶ Transition énergétique
- ▶ Villes connectées
- ▶ Transports et mobilité
- ▶ Intelligence numérique
- ▶ Cybersécurité
- ▶ Robotique
- ▶ Biotechnologies et santé

[www.esme.fr](http://www.esme.fr)

ÉCOLE D'INGÉNIEURS RECONNUE PAR L'ÉTAT / DIPLOME D'INGÉNIEUR HABILITÉ PAR LA CTI

# Les concours européens peinent à attirer les Français

Les modalités d'évaluation, très différentes de celles de l'administration hexagonale, en dissuadent beaucoup

Un à un, les étudiants de Sciences Po Paris se connectent. Ce jeudi d'octobre, ils sont plus de 150 à avoir zappé la pause déjeuner pour assister à la visioconférence – Covid-19 oblige – sur les carrières européennes. L'invité est Koen Hendrix, de l'Office européen de sélection du personnel (EPSO), un organe incontournable puisqu'il est chargé de la sélection des candidats aux postes à pourvoir au sein des institutions européennes. « Nous offrons ce qu'aucune entreprise privée et peu d'administrations proposent : des postes très intéressants au quotidien, des opportunités de voyages, un environnement multiculturel, des possibilités de mobilité interne importantes, et le fait que nous ne travaillons pas pour le profit mais pour les 450 millions de citoyens européens », expose-t-il. Il n'aura même pas besoin de mentionner les rémunérations – autour de 4200 euros net mensuels pour un jeune diplômé universitaire – et les avantages sociaux des fonctionnaires européens pour que les questions des étudiants fusent.

« Et j'en ai reçu beaucoup d'autres par mail après », se réjouit Ester Davanzo, l'organisatrice, en master « affaires européennes » à Sciences Po Paris et ambassadrice EPSO française. « Notre rôle est de faire connaître les carrières européennes. J'organise des conférences, des rencontres avec des fonctionnaires européens. Je réponds aux questions, je gère une page Facebook, un Twitter, et, avec les autres ambassadeurs des Sciences Po, nous avons créé un compte Instagram et un LinkedIn », énumère la jeune femme, bénévole pour un an. Elle-même pense tenter le concours EPSO après quelques années d'expérience professionnelle.

## EUROSCEPTICISME

De fait, celui-ci est quasi incontournable pour qui vise un poste de fonctionnaire des institutions de l'Union européenne (UE). Les lauréats gagnent leur place sur la « liste » dans laquelle ces dernières piochent pour recruter. Pour y participer, il faut avoir la nationalité européenne et parler deux langues de l'Union, dont l'une doit être sa langue maternelle. Le concours généraliste a lieu en général une fois par an pour recruter des administrateurs (niveau licence requis) et des assistants (niveau bac requis). Des concours spécialisés peuvent être organisés selon les besoins pour des profils plus spécifiques.

Et c'est là que l'opération séduction prend tout son sens. Car ces concours peinent à attirer autant de candidats français qu'il le faudrait pour assurer l'équilibre entre les nationalités. « Peut-être que les Français ont plus tendance à vouloir rester chez eux... Il y a aussi le critère des langues, et peut-être une pointe d'euroscepticisme », analyse Koen Hendrix. D'où les étudiants ambassadeurs,

qui visent à faire connaître les carrières au sein de l'UE auprès des jeunes diplômés tricolores. La France en compte ainsi 23, contre 5 pour l'Italie ou l'Espagne, des pays bien représentés aux concours. « Ils sont très importants car les étudiants aiment entendre des gens qui leur ressemblent. Le but est de montrer que l'UE n'est pas un organe politique loin de nous, mais un potentiel recruteur qui emploie 40 000 personnes », explique Koen Hendrix, dont l'organisme chaperonne 180 étudiants ambassadeurs au total.

Surtout, la difficulté du concours rebute. « Pour moi, c'est l'emploi de rêve. Mais ce qui décourage souvent les jeunes diplômés de passer le concours, c'est la peur de ne pas y arriver », regrette Marion Maurer, ambassadrice EPSO à la faculté de droit de l'université de Strasbourg et doctorante en droit de l'Union européenne.

Les concours EPSO sont en effet basés sur un processus long et des épreuves très spécifiques : test en ligne chronométré de raisonnement, puis test intermédiaire avec questions de connaissances, de traduction, de compréhension, et enfin test sur des

études de cas, oral de motivation ou de connaissances, à Bruxelles (ou par Skype en ce moment). Au total, le parcours dure entre huit et dix mois. Et les places sont chères : en moyenne, près de 27 000 candidats pour 150 postes !

Le format des épreuves, transversales et basées sur du raisonnement et des compétences, désstabilise les jeunes diplômés français, qui ont l'habitude d'être distingués sur leurs connaissances. La moyenne d'âge des lauréats, qu'EPSO voudrait abaisser, s'élève d'ailleurs à 33 ans. Résultat : cette année, ils étaient à peine plus de 2 000 Français inscrits sur les 27 000 candidats, les jeunes diplômés français se concentrant surtout sur les concours administratifs nationaux.

Alexandre Lejeune, étudiant à Sciences Po Paris en master « affaires européennes » et membre de l'association Les Jeunes Européens, a renoncé à se présenter. « Les questions européennes m'ont toujours parlé, mais préparer EPSO me prendrait énormément de temps pour une chance de réussite quasi nulle à ce stade de mon parcours. Les épreuves sont tellement différentes de celles qui sont proposées dans les autres concours en France... Et c'est sans compter qu'il n'y a qu'un ou deux concours par an, et parfois aucun. »

Alors, pour redonner de l'attractivité à ses concours auprès des jeunes diplômés, EPSO adapte sa stratégie. « Longtemps, nous avons organisé des concours pour jeunes diplômés généralistes sans profil spécifique demandé. Cette année, en revanche, nous avons organisé un concours pour jeunes diplômés en droit. »

En outre, il existe d'autres voies pour faire carrière au niveau européen. « Ceux qui deviennent fonctionnaires européens sont clairement une minorité. Il ne faut



EMMANUEL KERNER

**LES PLACES SONT CHÈRES : PRÈS DE 27 000 CANDIDATS AUX CONCOURS DE L'UE POUR 150 POSTES**

pas oublier tous les contractuels, qui représentent une large palette d'opportunités plus faciles d'accès », souligne Valérie Lozac'h, co-responsable de la filière « études européennes » à Sciences Po Strasbourg. Pour tracer sa voie vers l'UE, Alexandre Martin, diplômé du master « études euro-

péennes » de Sciences Po Strasbourg, a ainsi commencé par un stage rémunéré de cinq mois à la Commission européenne (via le programme de stages officiel de la Commission, appelé « Blue Book »). « Il faut vraiment le voir comme un premier emploi, se bouger, aller parler avec des gens, montrer qu'on est intéressé, être très proactif, afin d'entrer dans le circuit », conseille-t-il. Une expérience qui lui a permis de postuler au Programme des jeunes professionnels (PJP), un nouveau processus ouvert à 50 personnes par an, au sein duquel il bénéficie d'un contrat d'agent temporaire qui lui ouvrira, à terme, l'accès à un concours interne.

## DE NOMBREUX EMPLOYEURS

Mais les possibilités d'emplois sont bien plus larges que les institutions en soi. A Bruxelles, on appelle l'« Euro Bubble » la multitude d'employeurs qui gravitent autour des institutions européennes. Parmi elles, les représentations nationales des pays auprès de la Commission. Mais surtout, « pour l'essentiel, nos diplômés travaillent dans le privé à un niveau européen, associations, ONG, entreprises, jusqu'aux cabinets de droit ou de lobbying, journalistes. D'autres sont attachés parlementaires », souligne Stéphane Bracq, responsable de la majeure « affaires européennes » à Sciences Po Lille. Le métier d'attaché parlementaire européen a d'ailleurs été mis en lumière avec humour par la série *Parlement*, diffusée sur France Télévisions (2020).

« Il y a une multitude d'organisations qui ont une représentation à Bruxelles », confirme Anna Penfrat, diplômée du master « relations internationales » de Sciences Po Lille et chargée de plaider au Bureau de liaison européen pour la consolidation de la paix (EPL). Arrivée à Bruxelles un peu par hasard pour un stage, elle était décidée à rentrer en France dès que possible. Huit ans plus tard, elle est toujours à Bruxelles, ravie. ●

LÉONOR LUMINEAU



**École Supérieure de Chimie Organique et Minérale**

**1 PRÉPA INTÉGRÉE**  
**12 SPÉCIALITÉS**  
**5 DOUBLES-DIPLÔMES**







1 allée du réseau Jean-Marie Buckmaster / 60200 Compiègne / FRANCE  
 ☎ +33(0)3 44 23 88 00 / [www.escom.fr](http://www.escom.fr)

# 2022

C'est le nombre de Français qui se sont présentés cette année à un concours des institutions européennes. Ces concours, qui ont rassemblé 27 900 candidats en tout, sont constitués de tests sous forme de QCM (raisonnement verbal, numérique, abstrait...), d'une épreuve de simulation de travail, d'oraux individuels et de groupe, avec présentation et études de cas.

PRÉCARITÉ

# AVOIR SES RÈGLES ET PEU DE MOYENS

L'accès à des protections périodiques écologiques se heurte aux ressources limitées des jeunes femmes, en particulier en ces temps de pandémie

RENNES - envoyée spéciale

La file d'attente est si longue qu'elle forme une boucle puis se double au beau milieu de l'esplanade centrale de Villejean, le plus grand campus de l'université Rennes-II. Ce jour-là, quelque temps avant le reconfinement, plusieurs centaines d'étudiantes ont choisi de sacrifier leur pause déjeuner et de faire la queue, en plein air et masquées. Quelle denrée, si précieuse et recherchée, peut les motiver à attendre, debout, des heures durant ? « Une culotte menstruelle gratuite ! », répond sur place Angèle Cauchon, 19 ans, en première année de licence de muséologie. Avec son copain et plusieurs amis, filles et garçons, ils ont attendu des heures pour récupérer des protections hygiéniques, comme ils attendent, les samedis avec les glaneurs de fin de marché, quelques légumes de saison. « Il faut trouver des alternatives à tout et pour tout », assume Angèle, qui s'approvisionne aussi régulièrement à l'épicerie gratuite de la fac.

En un clin d'œil, il a fallu choisir entre une protection réutilisable – coupe menstruelle, culotte ou serviette lavable – ou deux kits de produits jetables – tampons ou serviettes biologiques, sans chlore, ni parfum ni plastique. Quelque 4 000 jeunes femmes ont pu bénéficier de cette distribution – sans conditions de ressources –, organisée par l'Union pirate, un syndicat étudiant de Rennes-II, et cofinancée par la ville, l'université et le Crous, pour un budget total de 35 000 euros.



Distribution de protections périodiques gratuites à l'université Rennes-II.

ENTREPRISE SOLIDAIRE « DANS MA CULOTTE »

Face au succès de cette initiative, Fabien Caillé, vice-président étudiant de l'université, éprouve des sentiments ambivalents : « Quand on voit autant de monde, on est très content que le projet fonctionne, dit-il. Et en même temps, derrière cette queue interminable, il y a une précarité latente. On est frappé par l'ampleur du besoin, par ce que cela signifie socialement. »

## DU SIMPLE AU DOUBLE

S'il n'existe à ce jour aucun chiffre concernant spécifiquement la « précarité menstruelle » chez les étudiantes, une étude IFOP réalisée en 2019 pour l'association Dons solidaires recense 1,7 million de femmes ne disposant pas de suffisamment de protections hygiéniques, soit 8 % des Françaises. Alors que les jeunes font partie des plus touchés par la crise économique entraînée par la pandémie de Covid-19, une étudiante dépense en moyenne 102 euros par an pour ses protections périodiques, selon une enquête menée par l'UNEF à la rentrée 2020. Une somme qui s'ajoute aux autres dépenses assumées « par convention » par les femmes (contraception, épilation, maquillage, etc.).

Par « précarité menstruelle », on entend d'abord le manque d'accès aux protections hygiéniques, faute de moyens. Un frein à la réussite pour de nombreuses étudiantes qui, parfois, se retrouvent dans l'impossibilité d'aller en cours. Mais aux yeux de certaines activistes, l'ensemble des femmes seraient concernées, n'ayant pas à leur disposition des produits respectueux de leur santé, ni de l'environnement. Dans son ouvrage *Ceci est mon sang : petite histoire des règles, de celles qui les ont et de ceux qui les font* (La Découverte, 2017), Elise Thiébaud souligne ainsi une « injonction paradoxale » : se battre pour rendre accessibles à toutes des produits que l'on soupçonne pourtant d'être nuisibles, à la fois pour le corps et pour la planète, largement dérivés d'hydrocarbures.

« Mempoisonner le corps, c'est ma hantise », affirme Anaëlle Jouannet, 19 ans, qui a obtenu une culotte menstruelle après une heure et demie d'attente. Ce produit-phare de l'après-midi était proposé en quantité par l'entre-

prise solidaire « Dans ma culotte ». « J'essaie autant que possible d'acheter des trucs biologiques et biodégradables, mais on est facilement tentée de prendre autre chose quand le prix passe du simple au double, raconte l'étudiante en deuxième année de licence d'anglais. A 35 euros le shorty, ça fait trop cher pour moi. »

D'habitude serveuse le week-end près de chez ses parents, dans une brasserie en face de la collégiale de Guérande, Anaëlle se retrouve aujourd'hui sans petit boulot. Elle a aussi perdu les cours du soir qu'elle donnait la semaine à des collégiennes. En cette période prolongée de crise liée au coronavirus, la deuxième culotte de règles dont elle aurait besoin « attendra encore un peu ».

Idem pour Madeleine, étudiante en sciences de l'éducation, qui travaille l'été dans un supermarché et n'a pas pu renouveler son contrat saisonnier. Pour pouvoir financer son loyer, elle est vacataire à l'université à raison de quelques heures par semaine. « Une fois que j'ai payé toutes mes charges, les livres, la nourriture, il me reste à peu près 50 euros par mois pour m'amuser un peu. » Autant que possible, elle essaie aussi de consommer bio, local, en vrac. Pour Madeleine, et pour toutes les autres étudiantes croisées à Rennes-II, l'intérêt d'une culotte menstruelle est à la fois économique et écologique : vite rentabilisée – on peut l'utiliser pendant deux ans – elle permet de réduire considérablement ses déchets.

Tester la cup ou un « protège-culotte » en tissu, parler de ses douleurs et de son sang (bel et bien rouge et non pas bleu, comme dans les publicités), de son odeur ou de sa régularité, c'est aussi une manière pour cette génération de briser le tabou des rè-

gles. « Je demande souvent aux filles de ma promo quel flux elles ont », raconte Mélanie, 24 ans, en master de médiation du spectacle vivant. Elle explique sans complexe et pèle-mêle ses problèmes de libido et de patch contraceptif, de vaginisme, de stérilet, de « grands débordements » en cours de danse classique...

Pour la journaliste Elise Thiébaud, qui propose dans son livre une « révolution à la fois sanglante et pacifique », il s'agit de se réconcilier avec son corps en observant le sang comme « un fluide, une liqueur ou un suc », plutôt que comme « une souillure sur un tampon ou une serviette, voire un truc visqueux et dégoutant ». Symboliquement, s'afficher dans l'attente d'une coupe menstruelle revient, pour ces étudiantes, à assumer et rendre visibles leurs règles.

## UNE QUESTION D'HYGIÈNE

Dans cette idée, à Rennes-II, une trentaine de distributeurs de protections périodiques gratuites ont été installés dans les toilettes. Des boîtiers bleu nuit, plutôt jolis, remplis de serviettes et tampons 100 % bio. « Ça fait partie de l'objectif : on ne les planque pas, ils ne doivent être ni secrets ni médicalisés, ils sont là pour faire parler ! », souligne la fondatrice de Marguerite & Cie, Gaëlle Le Noane, Finistérienne à l'initiative du projet.

Alors même que le papier toilette est mis à disposition dans tous les lieux publics, pourquoi faire payer aux femmes leurs serviettes et leurs tampons ?, interrogent celles et ceux qui s'engagent sur ces questions. « Une protection périodique est une denrée de première nécessité, d'hygiène élémentaire », rappelle Anna Prado de Oliveira, vice-présidente de la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), chargée de la lutte contre les discriminations.

Selon les chiffres de l'UNEF, Rennes-II fait partie des 8,5 % des universités ayant mis en place une distribution de protections périodiques gratuites en 2020. Au carrefour de considérations sociales, sanitaires et écologiques, Fabien Caillé met en avant « l'expérimentation d'un projet de société, un petit pas en faveur de la gratuité ». Une façon, peut-être, de réinventer les règles. ●

LÉA IRIBARNEGARAY

## JOURNÉE PORTES OUVERTES

Embarquez pour une expérience

100 % VIRTUELLE

dans la grande école d'ingénieurs et des technologies

Arts Sciences et Technologies et Métiers

28 novembre

10h / 17h



INSCRIVEZ-VOUS SUR ARTSETMETIERS.FR

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

# ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN DÉTRESSE

Privés de leurs jobs et des subsides de leurs familles, ils peinent à joindre les deux bouts

Un petit air d'Halloween plane sur Cité internationale universitaire de Paris en cette soirée de novembre. La nuit et le froid sont tombés, les étudiants ont quitté les peulouses pour rejoindre les cocons des 40 résidences dispersées sur le site et des lumières illuminent les fenêtres des 7000 étudiants qui y logent. D'autres s'éteignent, des ombres masquées quittent furtivement les maisons du Liban, de la Tunisie, du Brésil... Elles convergent vers la cour d'honneur de la Maison internationale et bifurquent vers le relais social de la cité. Les Restos du cœur y assurent, chaque mercredi soir, une distribution de denrées de première nécessité. Privés de job, de stage, sans aide familiale du fait de la crise sanitaire mondiale, ils sont des centaines d'étudiants étrangers, très diplômés, à avoir recours à l'aide alimentaire pour se nourrir.

Tendre la main pour prendre un colis alimentaire écorche l'âme de Danielle. «Je ne veux pas qu'on me voie comme une personne en détresse», s'inquiète l'étudiante. A 25 ans, la jeune Libanaise est venue en France, en 2019, afin de terminer un cycle d'ingénierie en agronomie à Agroparistech. Pour cette élève brillante, l'année 2020 s'annonçait sous les meilleurs auspices. «J'ai étudié et travaillé dur pour n'être jamais dans le besoin», confie-t-elle. A la sortie de l'école, une ingénieure agronome peut tabler sur un salaire annuel d'au moins 30 000 euros. En mars, une grande entreprise française de la gestion de l'eau

lui a proposé un contrat. Elle a travaillé notamment pour une fondation qui vient en aide aux Restos du cœur. Puis, la crise sanitaire est arrivée et son contrat n'a pas été renouvelé. «En trois mois, je me suis retrouvée de l'autre côté de la barrière», constate-t-elle, abasourdie.

Comme Danielle, ils sont des centaines d'étudiants étrangers à se retrouver en grande difficulté dans la seule Cité internationale. Depuis mars, 600 résidents qui n'étaient pas connus des services sociaux de la cité ont entamé des démarches pour obtenir un soutien, quatre fois plus qu'en temps normal. «Depuis la rentrée, la demande d'accompagnement social a bondi de 154 % par rapport à l'année dernière. On n'a jamais vu ça», s'alarme Laurence Marion, déléguée générale de la Cité. Le constat est similaire pour l'épicerie solidaire Agoraé Paris, qui, dans le même temps, a vu le nombre de demandes multiplié par trois.

## FRONTIÈRES FERMÉES

La dégringolade a commencé avec le premier confinement. Amna, 29 ans, Tunisienne et ingénieure en génie civil, est arrivée à la Cité internationale en septembre 2019 pour une année en master spécialisé au Centre des hautes études de la construction. Sa formation est coupée à un stage en entreprise qui lui assure également les revenus nécessaires pour vivre. «Mais tous les chantiers ont été mis en attente», déplore-t-elle. Les petits boulots également se tarissent. Kira, 32 ans, en master 2 de traduction à Paris, a monté son entreprise d'événementiel

## «L'IMAGE DE LA CLOCHARDE QUI TEND LA MAIN, IL N'EN EST PAS QUESTION POUR MOI»

KIRA  
32 ans, en master 2  
de traduction à Paris

et de traduction pour financer ses études. «Ça marchait bien, mais du jour au lendemain il n'y a plus eu de tourisme, de salons ni de revenus», raconte la jeune Russe. «Ils ont tout perdu», résume Daphné Aouizerate, assistante sociale à la Cité universitaire.

Sans stage, ni job, les étudiants étrangers sont particulièrement fragilisés. Bien que le gouvernement ait abondé d'une dizaine de millions d'euros son fonds d'aides spécifiques, qui sert à répondre aux besoins d'urgence et qui se monte à 49 millions d'euros, «les prestations sociales des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires de Paris (Crous) sont prioritairement distribuées aux étudiants français, européens ou réfugiés», rappelle Daphné Aouizerate. «Il existe des bourses pour les étrangers, mais l'accès est très restrictif», poursuit Laurence Marion. Quant aux charges des étudiants, elles demeurent. Tous doivent s'acquitter d'un loyer qui varie entre 495 et 580 euros, auquel il faut ajouter les transports, la télécommunication, les produits essentiels du quotidien.

Boucler son budget est impossible pour la plupart d'entre eux. Bérengère Pontet, étudiante en orthophonie et présidente de l'Association générale des étudiants de Paris chargée des épiceries solidaires Agoaré, a pu calculer la détresse de ses usagers. Pour permettre aux plus précaires l'accès aux denrées, il est calculé le «reste à vivre» de chaque étudiant, une fois les dépenses mensuelles soustraites aux revenus. «De nombreux étudiants étrangers qui viennent nous voir ont un euro ou moins de reste à vivre par jour. Ils sont en situation d'extrême précarité», constate-t-elle.

Aux difficultés que ces étudiants rencontrent en France s'ajoutent celles de leurs familles dans leur pays d'origine. «Beaucoup subissent une interruption ou une diminution du soutien financier familial», observe Laurence Marion. A Beyrouth, la famille de Danielle reconstruit sa maison soufflée par l'explosion du 4 août «et les banques libanaises ont bloqué nos avoirs», explique la jeune femme. Impossible de transférer de l'argent vers la France. Amna a souscrit un prêt de 7000 euros auprès d'une banque tunisienne pour financer son année d'études. Si elle doit bien rembourser son prêt, elle ne peut plus, elle non plus, bénéficier d'un transfert d'argent vers la France. Les frontières se ferment, laissant ceux qui sont partis démunis. «Ma famille n'a pas les moyens de m'aider», est un leitmotiv de tous les étudiants étrangers en situation d'extrême précarité.

Pour subvenir aux besoins les plus urgents, la Cité universitaire a mis en

place un fonds d'aide exceptionnel. Ainsi, 189 résidents ont reçu en moyenne 120 euros, qui s'ajoutent, pour certains, à une aide financière du Crous et aux aides alimentaires, notamment de Restos du cœur. Tous très diplômés, ces étudiants supportent mal l'image d'eux-mêmes que leur a façonnée la crise sanitaire. «L'image de la clocharde qui tend la main, il n'en est pas question pour moi», prévient Kira. A la rentrée, la jeune traductrice a pu obtenir un poste d'assistante, sous statut auto-entrepreneur.

Durant le confinement, Amna, l'ingénieure en génie civil, a trouvé un emploi de caissière dans une grande surface avant de décrocher un stage dans une société de transport. Cela pourrait lui permettre de terminer son année d'études. Quant à Oscar, 22 ans, arrivé en septembre du Venezuela pour suivre un master de génie mécanique à l'école des Arts et Métiers, il fait la plongée, de nuit, dans un fast-food de la banlieue parisienne qui fait de la vente à emporter... et il étudie derrière son écran le jour.

Pour tous demeure une inquiétude forte: que le nouveau confinement, comme le premier, les prive de leurs minces revenus, indispensables pour ne pas sombrer. «Le plus inquiétant, c'est l'absence de visibilité sur les contraintes qu'on leur impose, cette succession de mauvaises nouvelles sans avoir un point de sortie», alerte la déléguée générale de la Cité. Pour Kira, lasse, le reconfinement, c'est aussi ajouter de «la solitude» à la précarité. ●

JESSICA GOURDON ET ÉRIC NUNÈS

## CRISE DU LOGEMENT

# LA PANDÉMIE PÈSE SUR LILLE

Afflux d'étudiants, pénurie de chambres...  
Les services sociaux du Crous  
n'ont jamais été aussi sollicités

LILLE - correspondance

En trente-deux ans de vie professionnelle, c'est du jamais-vu», affirme Philippe Descampiaux, président de Citya Descampiaux, l'une des plus importantes agences immobilières de la métropole lilloise. Jamais il n'a été aussi compliqué, pour des étudiants, de trouver un studio ou un deux-pièces. «Mi-août, une de nos agences lilloises avait 310 mails en attente, en plus des messages sur répondre et des gens devant la porte», raconte-t-il. Tout ça pour 11 biens... Marie Joan, 22 ans, a fini par trouver un 30 mètres carrés à partager avec son ami, dans le quartier de République, à 850 euros par mois. «C'était de la folie: on était parfois une trentaine devant les portes des logements», se souvient la Calaisienne, en master à l'École supérieure de journalisme.

Pour expliquer cette tension autour des hébergements, il faut se rappeler que cette année, bouleversée par la pandémie, a été associée à un nombre record de bacheliers. «Les universités ont constaté une hausse des inscriptions», note Marie-Elisabeth Borredon, rectrice déléguée pour l'enseignement supérieur dans les Hauts-de-France. Non seulement on est sur un pic de natalité de la génération née en 2000, mais en plus il y a eu ce taux de réussite plus élevé au bac. En 2019, l'académie de Lille comptait 176 500 étudiants, dont près de 110 000 dans la métropole lilloise.

Equation insoluble, 2020 voit plus d'étudiants à loger, et moins de logements disponibles sur le marché, notamment parce que leurs locataires n'ont pas pu partir en stage ou passer un semestre à l'étranger. Et les mobilités professionnelles sont moins nombreuses. Habituellement, Lille a un taux de rotation d'environ 33 % par an, quand Paris affiche 9 %. Cette année, à Lille, il ne devrait pas dépasser les 28 %.

## RÉNOVATIONS EN COURS

Dans un tel contexte, le Crous Lille-Nord-Pas-de-Calais a reçu sept fois plus de demandes que d'offres de chambres. «Il y a une tension particulièrement forte cette année sur les 6 000 chambres proposées dans la métropole lilloise», confie Emmanuel Parisis, directeur du Crous. On a lancé des rénovations de résidences l'an dernier mais le Covid-19 a ralenti plusieurs chantiers. A cause des travaux, près de 800 logements Crous ne sont pas disponibles, comme à la Cité scientifique de Villeneuve-d'Ascq, ou à la tristement célèbre résidence Gallois, insalubre, et actuellement en désamiantage. «Les chiffres parlent d'eux-mêmes», résume Wasiim Gulabkhan, vice-président étudiant du Crous, et étudiant en kinésithérapie et en licence d'anglais. Dans toute la région, on a seulement 9 000 chambres Crous pour 176 500 étudiants.

Il y a trois ans, le syndicat UNEF avait lancé une pétition en ligne pour dénoncer «le refus de la mairie de Lille d'accorder des per-

mis de construire au Crous». Aujourd'hui, le directeur du Crous, Emmanuel Parisis, veut croire à un changement: «Après des années de discussions tendues, ça frémit. Nous avons deux projets d'une quarantaine de chambres chacun.» Lui aimerait pouvoir proposer 1 500 chambres supplémentaires dans la métropole lilloise, «notamment du côté de la fac de médecine». Mais en attendant, l'heure est à la rénovation des bâtiments construits dans les années 1960-1970 où cafards, humidité et insalubrité sont le lot quotidien des résidents. Et pour accélérer la réhabilitation des chambres de la Cité scientifique, un protocole d'engagement de 24 millions d'euros a été signé début juin entre la métropole et le préfet de la région.

La pénurie de logements pénalise particulièrement les étudiants à faibles ressources. Troisième pôle étudiant de France, l'académie de Lille comporte plus de boursiers que la moyenne nationale. «On est le Crous qui délivre le plus d'aides d'urgence en France», précise son directeur. Et là, on en délivre deux ou trois fois plus chaque semaine. Ces aides exceptionnelles, à distinguer des 57 000 bourses sur critères sociaux versées chaque mois, s'élevaient habituellement à 15 000 euros par semaine. Désormais, c'est près de 40 000 euros qui sont débouqués chaque semaine pour aider des jeunes en difficulté à payer leur loyer ou à se nourrir. ●

LAURIE MONIEZ

**SUP biotech**

**L'ÉCOLE DES INGÉNIEURS EN BIOTECHNOLOGIES**

**L'AVENIR APPARTIENT AUX BIOTECHNOLOGIES**

La santé, l'environnement, l'agro-alimentaire, la cosmétique et les matériaux innovants représentent les enjeux économiques de demain. École de la triple compétence - scientifique, managériale et entrepreneuriale - Sup Biotech forme des ingénieurs en biotechnologies recherchés et reconnus par les entreprises.

**JOURNÉES PORTES OUVERTES SAMEDI 30 NOVEMBRE ET 14 DÉCEMBRE 2019 DE 10H À 17H**

**Cti** **CONCOURS ADVANCE**

[www.supbiotech.fr](http://www.supbiotech.fr)

FORMATION EN 5 ANS APRÈS BAC. ÉCOLE HABILITÉE À DELIVRER LE TITRE D'INGÉNIEUR. ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT.

@supbiotech

66 rue Guy Môquet 94 800 Villejuif - 01 80 51 71 08  
Établissement d'enseignement supérieur privé. Cette école est membre de **EDS**

J'AVAIS 20 ANS

# «JE SUIS UN PEU LONESOME COW-BOY»

## JUL

Le dessinateur, qui publie un troisième album de Lucky Luke, revient sur son parcours. Des grandes études littéraires à la BD, il s'est laissé guider par son refus de s'enfermer dans une case



Jul, en 2016. JOËL SAGET/AFP

Jul donne rendez-vous dans son quartier, dans le nord de Paris. La veille, le dessinateur de 46 ans présentait en avant-première la saison 2 de sa série *50 nuances de Grecs*, diffusée sur Arte. Julien Berjeaut, de son nom intégral, est sur tous les fronts. Après Normale-Sup, l'agrégation et une (courte) vie comme professeur d'histoire chinoise, il a abandonné le dessin de presse pour la bande dessinée et les dessins animés. Son troisième album de Lucky Luke, *Un cow-boy dans le coton* (Dargaud), est sorti vendredi 23 octobre. Si Jul a choisi de «courir plus vite que l'ombre», le temps d'une rencontre, il a accepté d'appuyer sur pause, puis marche arrière, pour raconter ses 20 ans et la découverte d'une liberté qu'il n'a jamais quittée.

### Dans quel univers avez-vous grandi ?

Avec mes parents et mes deux frères, on habitait aux Boullereaux, une cité HLM bien moche à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), coincée entre l'autoroute de l'Est et le train de banlieue. Il y avait à côté une grosse communauté portugaise, avec l'ambiance des matchs du Benfica. Le quartier paraissait affreux mais j'avais l'impression d'avoir le monde entier au pied de mon immeuble : c'était la banlieue rouge populaire, Georges Marchais recevait Fidel Castro dans la maison d'à côté !

De la maternelle à la 3<sup>e</sup>, je suis allé à l'école Decroly à Saint-Mandé, une école expérimentale et alternative incroyablement folle : on n'avait pas de notes, pas de devoirs, pas de sonnerie. On élevait des dindons, on choisissait nos matières et on tutoyait les profs. Decroly, tout ce que j'ai fait en découle, ça a été un passage fondamental pour moi. On apprenait à remettre en question la hiérarchie, à se faire sa propre opinion, à se développer à son rythme.

C'était une microcommunauté ultrapolitisée, avec très peu de brassage, et toujours la même classe de 25 élèves pendant quinze ans. On a fait toutes les manifestations qui pouvaient exister sur terre ! Pour Nelson Mandela, Jean-Marie Tjibaou, Touche pas à mon pote, les Sections carrément anti-Le Pen... Notre école était souvent menacée de fermeture, alors dès la maternelle on s'enchaînait aux grilles du ministère en scandant : «Chirac croque-mort, Decroly n'est pas mort !»

### Vos parents étaient tous deux professeurs : pourquoi n'ont-ils pas choisi de vous inscrire dans le système classique ?

Justement parce qu'ils s'intéressaient aux questions d'éducation. Ils étaient professeurs de lettres et d'anglais au collège – pas des mandarins non plus. A Decroly, on faisait partie d'une petite «secte» heureuse, moins encasernée. On baignait dans cette ambiance communiste-contestataire et on avait beaucoup d'a priori. Dire : «T'es un riche», pour nous c'était infamant, et même hyper insultant !

Depuis ce temps, j'ai enraciné à l'intérieur de moi ce truc dont je ne pourrai jamais me défaire : en dessinant, en écrivant, en voyageant... dès lors qu'on me donne quelque chose comme étant acquis ou devant susciter de la révérence, j'ai besoin de le remettre en question.

### L'arrivée au lycée n'a-t-elle pas été trop brutale ?

On s'y était préparés, on avait tellement diabolisé ce système... Moi, j'étais un très, très bon élève sans le savoir, et je voulais faire de l'arabe – ma mère était d'origine tunisienne. J'avais choisi le lycée Voltaire, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Mais le jour de la rentrée, j'ai été viré administrativement, pour cause de surbooking. J'ai fini par me retrouver dans un lycée technique vraiment naze, alors on s'est raccrochés aux basses branches et j'ai débarqué à l'école alsacienne. Tous les jours, deux heures de RER pour arriver au jardin du Luxembourg. C'est là que mon apprentissage de la vie a commencé. J'ai découvert que mon racisme antiriches n'était pas entièrement fondé et qu'il y en avait même des sympas !

### Le dessin, à quel moment est-il entré dans votre vie ?

Très tôt. En CM2, mon professeur a conseillé à mes parents de m'offrir un album de Gotlib : une révélation. J'adorais la BD, je dessinais et vendais mes propres journaux pour 1 franc. J'ai réalisé que le dessin me donnait un grand pouvoir : j'entrais dans la bande

des «cool» avec mon humour noir. Je n'ai même pas été obligé de passer par le rite de passage de la cigarette ! Cela représentait aussi un bon dérivatif à ma peur des catastrophes, de l'hiver nucléaire, de la fin du monde... J'ai notamment dessiné des centaines d'abris antiatomiques. Ça a continué à l'école alsacienne.

### Comment avez-vous décidé de votre orientation ?

De manière somnambulique. Les profs ont un peu décidé pour moi. Parce que j'étais un super élève en terminale littéraire, ils ont dit qu'il fallait absolument que j'aille en hypokhâgne. J'ai donc fait ma prépa au lycée Fénelon, à Paris. J'ai quitté ma banlieue pour une chambre de bonne de 9 mètres carrés, c'était le paradis total, la liberté, les plus grands 9 mètres carrés du monde ! J'ai vécu la méritocratie républicaine à son apogée, j'ai appris dans tous les sens, avec un vrai brassage dans les rencontres. Ça reste mes trois années les plus excitantes, intellectuellement.

### Et sentimentalement aussi ?

Ah oui, la prépa, c'est le début des grandes histoires d'amour ! On vivait dans cette atmosphère romantique du Quartier latin – un genre de film à la Klapisch, mais en plus intello. A 20 ans, j'étais peut-être trop snob pour être baba cool. Je faisais sûrement jeune con du Quartier latin, mais je me distinguais avec ma garde-robe maoïste, mes vestes bleues et mes doudounes rapportées de Chine. Scolairement, j'ai suivi la pente ascendante : hypokhâgne, khâgne, Normale-Sup [ENS], agrégation d'histoire. Je n'avais aucun plan de carrière, ni de vision de ce que je ferais l'année suivante. Si on m'avait demandé si je voulais être professeur, j'aurais répondu : «Bien sûr que non, il n'y a aucune chance.»

### C'est pourtant ce qui est arrivé !

Quand j'ai commencé à être prof, j'ai su tout de suite que j'étais à côté de la plaque. J'ai enseigné l'histoire à l'université de Marne-la-Vallée, puis l'histoire chinoise à l'ENS. J'ai détesté cette position d'autorité et la redondance pédagogique, à sans cesse devoir me répéter. Mais j'adorais la recherche – j'ai publié mon mémoire sur la diaspora chinoise à Calcutta. Mon modèle, c'était plutôt Indiana Jones : faire beaucoup de terrain et rentrer de temps à autre donner une confé-

rence. Avec le petit chèque de l'éducation nationale tous les mois, j'ai fait quinze fois le tour du monde ! Mais le système m'a paru très vite ultrasclérosé et ras des pâquerettes. A 24 ans, j'ai décidé de tout arrêter. J'avais déjà publié quelques dessins dans les journaux, alors j'ai commencé à

### Cinq dates

**1974**  
Naissance à Maisons-Alfort (Val-de-Marne)

**1986**  
Troisième prix jeunesse du Festival de la bande dessinée d'Angoulême

**1996**  
Premier dessin publié dans un journal, «La Nouvelle République des Pyrénées»

**2005**  
Premier album de bande dessinée, «Il faut tuer José Bové»

**2020**  
Sortie de son dernier album de «Lucky Luke», «Un cow-boy dans le coton» (Dargaud)

faire du porte-à-porte dans les rédactions. Très vite, j'ai placé des dessins dans *Le Nouvel Observateur*, ensuite *Marianne*, puis *Charlie Hebdo*, et plein d'autres.

### Tout plaquer ne vous a pas fait peur ?

J'étais frugal, je n'avais besoin de rien. Je trouve qu'une des armes de soumission sociale, c'est le discours que produit la société sur l'incertitude professionnelle. Même les gens qui ont des postes prestigieux et lucratifs vivent dans la terreur du déclassement : ça les fait ramper plus bas que terre. «*Il fait froid dehors*», c'est pour moi la pire phrase du monde du travail. Tout ce que je suis s'oppose à cela. A une heure près, j'ai échappé aux attentats de

Saint-Michel, en 1995. J'aurais pu être à *Charlie* le 7 janvier 2015. A deux reprises, j'ai senti le vent du boulet de très près. Cela détermine à la fois une forme d'urgence et de fatalité. Une intensité dramatique dans laquelle le destin personnel ne peut jamais faire abstraction du fracas du monde. Cela consacre définitivement l'idée qu'il ne faut accorder aucune minute à un quelconque truc chiant auquel on n'est pas absolument contraint.

### Vous avez conservé intact votre engagement politique de l'enfance ?

Je n'ai jamais pu adhérer à des mouvements politiques, ça m'a toujours paru conventionnel, prévisible. En même temps, les enjeux de la politique sont omniprésents dans ma vie et mon travail. En fait, j'ai toujours eu le cul entre deux chaises, dans mes études, le milieu dans lequel j'étais, les boulots que j'ai faits après... A *Charlie*, j'étais le surdiplômé de service, un peu décalé. Quand j'ai commencé la BD, j'étais celui qui avait d'abord fait du dessin de presse. Je n'ai jamais eu ma place au chaud nulle part. Il y a des avantages et des inconvénients : je suis peut-être un peu «lonesome cow-boy», mais ça permet de circuler dans toutes les sphères, sans être prisonnier d'une identité ni avoir de comptes à rendre.

### Avec le recul, diriez-vous de vos 20 ans que c'était votre plus bel âge ?

Le «plus bel âge», c'est un peu tout le temps. Mais c'était bien, je conseille à tout le monde d'avoir 20 ans ! ●

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LÉA IRIBARNEGARY

le **cnam**  
école d'ingénieur·e·s

Devenir ingénieur·e à tout moment de la vie, c'est possible !

À votre rythme, en dehors du temps de travail

En capitalisant les unités d'enseignement sans contrainte de temps

À Paris, en région et à l'étranger

En présentiel ou à distance



16 spécialités

Génie des procédés • Agroalimentaire  
Génie nucléaire • Automatique et robotique  
Gestion des risques • Informatique  
Bâtiment et travaux publics  
Instrumentation • Chimie • Matériaux  
Énergétique • Mécanique • Génie biologique  
Génie électrique • Systèmes électroniques  
Télécommunications et réseaux

L'EICnam c'est aussi...

14 spécialités par la voie de l'apprentissage en 3 ans.

### Contact

École d'Ingénieur·e·s du Cnam  
292, rue Saint Martin  
75003 Paris  
eicnam@cnam.fr

ecole-ingenieur.cnam.fr



Conservatoire national des arts et métiers